



Secrétariat général  
de la Communauté du Pacifique

# Hina

*Les femmes et la pêche*

Numéro 11 - Mai 2003

BULLETIN D'INFORMATION



**Coordonnatrice** : Kim Des Rochers, Rédacteur-correcteur (langue anglaise), CPS, B.P. D 5, 98848 Nouméa Cedex (Nouvelle-Calédonie). **Réalisation** : Section Information, division Ressources marines, CPS. Fax : +687 263818; mél. : cfpinfo@spc.int ; site Internet: <http://www.spc.int/coastfish/indexf/index.html>. **Imprimé avec le concours financier de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.**

## Introduction

Bienvenue aux lectrices et lecteurs de ce onzième numéro de HINA. À compter de ce numéro, une nouvelle démarche sera adoptée pour vous informer des questions touchant au rôle des femmes dans le secteur de la pêche communautaire. Les articles présentés ici ne sont pas fondés sur une approche géographique, mais plutôt sur trois thèmes essentiels qui sont toujours pertinents pour toutes les femmes et les communautés : la gestion et la conservation des ressources marines en milieu communautaire, le statut socioéconomique des femmes travaillant dans le secteur de la pêche, et le recueil d'informations sur les pratiques de pêche. Une gestion communautaire efficace tient compte d'une grande diversité de facteurs, dont certains sont élémentaires – savoir quels sont les organismes exploités et quels engins et techniques sont utilisés – tandis que d'autres exigent de cerner les effets de la mondialisation à la fois sur les communautés côtières et sur les ressources elles-mêmes. Bien qu'il n'y ait là rien de nouveau, ces thèmes sont constamment repris dans les travaux de terrain, les documents d'étude et les débats, ce qui atteste leur portée et leur pertinence persistantes. Des travaux importants et intéressants sont entrepris dans tous ces domaines, et les articles présentés ici illustrent divers exemples tirés du Pacifique et du reste du monde.

La demande de produits frais de la pêche demeure forte dans nombre de régions en dépit de la modernisation et du changement des modes de vie. Elle est généralement satisfaite – au moins en partie – par les organismes marins collectés par les femmes et les enfants à proximité des côtes; les femmes continuent en outre, en bien des endroits du Pacifique, à jouer un rôle décisif dans la pêche vivrière et la pêche artisanale. Selon Mecki Kronen (voir article p. 17), les enfants contribuent pour beaucoup aux prises de poissons que les femmes ramènent au foyer. Elle estime ainsi que les enfants d'un village des Tonga consacrent régulièrement deux jours par semaine à la pêche. La contribution des enfants aux captures de leur mère est rarement prise en considération par les chercheurs ou les agents des services des pêches, or les résultats obtenus par Mecki Kronen laissent à penser qu'il conviendrait d'y regarder de plus près. La modification des modes de vie, les préférences alimentaires et les schémas de consommation ont eux aussi une incidence sur les stocks halieutiques, mais

## Sommaire

**Nouvelles de la section pêche en milieu communautaire** p. 2

**Gestion et conservation en milieu communautaire**

Les enjeux de la gestion communautaire des ressources marines aux Iles Fidji p. 6

Intégration des activités de pêche vivrière des femmes dans les programmes de valorisation et de conservation des pêcheries du Pacifique p. 13

Les crabes terrestres de Palau p. 15

**Statut socioéconomique des femmes travaillant dans le secteur des pêches**

Les femmes et la pêche aux Tonga p. 17

Les femmes des communautés de pêcheurs au Pakistan victimes d'une marginalisation grandissante p. 23

Les revenus tirés de la transformation de la chair de crabe entraînent des changements socioéconomiques dans certaines régions du Brésil p. 25

**Méthodes de pêche traditionnelles**

Usages traditionnels des plantes pour la pêche en Micronésie p. 27

Le *Tongkah* : un engin unique pour la capture des pieuvres p. 32

L'art du *vono* à Lakemba p. 33

et plus...



dans quelle mesure ? Les travaux de Mme Kronen à Tonga et aux îles Fidji sont justement axés sur ces questions, et elle compte ultérieurement examiner les schémas de consommation alimentaire dans d'autres pays.

Conscients de la contribution majeure des femmes à la satisfaction des besoins alimentaires du ménage, cela fait maintenant des années que les membres des communautés, les chercheurs, les biologistes-halieutes et les gestionnaires des ressources proposent que les femmes et les communautés prennent une part plus large et plus active à la gestion des ressources marines, et qu'ils ont recommandé de les associer aux consultations et aux décisions concernant les ressources côtières. Fort heureusement, c'est maintenant le cas dans bien des endroits, comme on le signale à la rubrique Nouvelles de la pêche en milieu communautaire. Toutefois, comme Liz Matthews le suggère dans son article publié en page 13, l'heure est peut-être venue d'aller plus loin et d'en faire davantage pour enseigner aux femmes et aux communautés les dangers liés à la surexploitation des ressources, la nécessité de mettre en place de saines mesures de conservation, et l'importance de toutes les espèces pour la santé de l'écosystème marin. La pêche de subsistance et la pêche artisanale sont trop souvent laissées à l'écart des mesures de suivi et de réglementation instaurées par les services des pêches locaux, et à moins qu'une espèce ait une valeur commerciale (comme le troca), il n'existe probablement que peu d'information à son sujet. Dans un autre article d'E. Matthews publié en page 15, le problème est fort bien illustré par la capture des crabes terrestres. Bien qu'ils soient souvent consommés et très prisés, l'état des stocks de crabes terrestres à Palau ne fait l'objet d'aucun suivi; il en va de même dans bien des pays insulaires océaniques, et sans doute ailleurs aussi.

C'est également vrai pour d'autres organismes, notamment les invertébrés marins.

Outre le manque d'information caractérisant nombre d'espèces relevant de la pêche vivrière, on ne sait pas grand chose non plus de la manière dont ces espèces sont exploitées. Bien que cette pêche dure depuis des lustres, rien n'a été fait pour recueillir les connaissances traditionnelles sur la question. Comme Mark Merlin le signale dans son article (p. 27), il existe dans la seule Micronésie une multitude de plantes utilisées pour la fabrication des pièges à poissons, des nasses, des filets, des sagaies et des poisons servant à la capture des poissons. Si nous voulons que la gestion communautaire des ressources marines soit efficace, il faut en savoir davantage sur ces méthodes traditionnelles.

L'article de Mohammad Ali Shah, à la rubrique socioéconomique, nous éclaire sur les problèmes auxquels sont confrontées les femmes des communautés de pêcheurs lorsque le recours à une main-d'œuvre bon marché et aux engins de pêche moderne les privent du rôle qui est traditionnellement le leur : tisser les filets et nettoyer le poisson. Sur une note plus positive, l'article de Denise Machado (p. 25) montre à quel point le statut socioéconomique des femmes de certaines régions du Brésil s'est amélioré dès lors qu'elles ont eu accès à des emplois rémunérés.

J'espère que vous serez intéressés par les articles de ce numéro de HINA. Je serais très heureuse de recevoir vos observations et vous encourage à nous faire parvenir des articles sur les femmes et la pêche en milieu communautaire dans votre pays.

Kim Des Rochers

## Nouvelles de la section pêche en milieu communautaire



### Changement de personnel – Arrivée de la nouvelle chargée de la pêche en milieu communautaire de la CPS

Aliti Vunisea a pris ses fonctions à la CPS au mois de juillet 2002 en tant que chargée de la pêche en milieu communautaire, poste précédemment occupé par Lyn Lambeth. Aliti était auparavant chargée de cours auprès du programme des sciences de la mer de l'Université du Pacifique Sud (USP). Pendant son séjour à l'USP, Aliti a complété ses fonctions universitaires par des travaux en milieu communautaire, concernant notamment le rôle des femmes dans le secteur des pêches et le développement rural. Ses études de second cycle portaient sur la pêche vivrière aux îles Fidji, plus particulièrement sur

l'évolution du rôle des femmes confrontées à la modernisation et à la monétisation. Depuis lors, Aliti a également travaillé avec des ONG, des organismes de protection de l'environnement et le service public fidjien sur diverses questions liées au développement et à la gestion des pêches en milieu communautaire, ainsi qu'au rôle des femmes dans le secteur de la pêche, tant aux Fidji que dans la région. Elle a également pris une part active au Réseau *Women in Fisheries*, une ONG régionale basée à Suva, qui s'emploie à former les femmes en milieu communautaire, organise des réunions au profit des

femmes rurales, conduit des ateliers de formation des formateurs et bien d'autres activités encore. Aliti a également travaillé pour l'association fidjienne des zones marines protégées sous gestion locale (FLMMA), qui regroupe divers spécialistes dans le but de favoriser la gestion des ressources naturelles en milieu communautaire aux Fidji.

Aliti espère poursuivre les travaux engagés par Patricia Tuara et Lyn Lambeth sur l'évaluation de la contribution et de la participation des femmes et des hommes à la pêche dans la région, et sur les moyens qui permettraient d'optimiser la participation de différents segments de la population. Elle espère aussi recueillir des informations sur les connaissances traditionnelles concernant les res-

sources marines et dresser un inventaire des produits de la mer les plus utilisés par les communautés locales (à des fins alimentaires ou pour d'autres besoins essentiels). Elle est convaincue que ces informations seront utiles aux projets de planification et de gestion à long terme des ressources côtières. Si elle dispose des financements nécessaires, elle aimerait également entamer des recherches sur la dépendance des communautés à l'égard des ressources marines, identifier les changements alimentaires ainsi que l'évolution des besoins et des schémas de consommation.

Enfin, Aliti poursuivra les travaux menés de longue date par la section en matière de formation et de renforcement des capacités.

## Initiatives de gestion de la pêche en milieu communautaire

*Aliti Vunisea, Chargée de la pêche en milieu communautaire de la CPS*

Par l'action qu'elle mène auprès des ministères des pêches de la région, la section Pêche en milieu communautaire s'emploie à favoriser la création de zones marines protégées ou de réserves de pêche. Elle s'attache à mettre ses compétences et son assistance technique au service du lancement de projets de gestion; à cet effet, elle a opté pour une démarche participative afin de rallier les communautés locales à son effort. Elle s'est inspirée d'une initiative samoane de gestion communautaire des ressources qui a été lancée dans plus de 70 villages du pays et dure depuis maintenant six ans. La section examine également les démarches et les modèles qui ont été essayés ailleurs.

D'autres pays insulaires océaniques – les Îles Fidji, les Îles Cook, les Îles Salomon et Vanuatu entre autres – ont appliqué leur propre version de la gestion communautaire. Pour la plupart, les actions engagées ont été appuyées par des organisations non gouvernementales, des établissements éducatifs et des organismes de protection de l'environnement; la majorité d'entre elles étaient de modeste portée et limitées à des périmètres assez restreints. La section Pêche en milieu communautaire de la CPS s'efforce d'aider les pays à adopter une perspective plus large de la gestion des pêches, où les services des pêches jouent un rôle prépondérant en faveur de la conservation. Les préoccupations croissantes que suscite la pêche côtière, et la nécessité de préserver ou de régénérer les stocks halieutiques pour garantir la pérennité des ressources alimentaires et économiques sont à l'origine de l'attention dont fait aujourd'hui l'objet la gestion de la pêche en milieu communautaire.

### Samoa

Le programme samoan de gestion communautaire a été une réussite; les financements apportés par l'AusAID ont permis de recruter des agents supplémentaires et d'acquérir des installations plus vastes qui facilitent la mise en oeuvre des activités. Les matai, à la tête du système de chefferies encore très vivace au Samoa, ont également contribué au succès des actions entreprises dans ce pays.

### Samoa américaines

Un projet de gestion communautaire a été lancé dans ce territoire en 2001. Le services des pêches a créé une section Gestion communautaire à laquelle les fonctions de gestion ont été dévolues. Cette initiative a reçu d'emblée un soutien massif; la première évaluation semestrielle a toutefois révélé que de nombreux villageois ont du mal à participer aux réunions du comité de gestion des pêches du fait de leurs propres responsabilités professionnelles. Il est difficile de trouver le moment opportun pour les réunions communautaires car bien des gens cumulent leurs responsabilités ménagères avec des emplois à plein temps.



Le conseiller pour la pêche en milieu communautaire de la CPS en compagnie d'agents du ministère des ressources marines, de la faune et de la flore des Samoa Américaines

### Îles Marshall

Le projet de gestion de la pêche en milieu communautaire des Îles Marshall a démarré en 2001, avec un vif soutien de la part des communautés locales. Des ateliers ont été organisés aux Îles Marshall et une évaluation du projet sera réalisée à la fin 2002.



Groupe de femmes à un atelier communautaire d'apprentissage participatif aux Îles Marshall



Stagiaires effectuant une évaluation "itinérante" aux Iles Marshall

## Atelier de formation à la pêche aux Îles Fidji : le projet de gestion I Qoliqoli

*Aliti Vunisea, Chargée de la pêche en milieu communautaire de la CPS*

Un atelier de formation sur la gestion communautaire des ressources marines a été organisé au profit des vulgarisateurs des pêches des Iles Fidji, du 29 juillet au 9 août 2002, par la conseillère et la chargée de la pêche en milieu communautaire. Il s'est déroulé à l'Institut des études océaniques de l'USP, avec la participation de 28 agents de vulgarisation de l'ensemble du pays. L'atelier répondait à une demande de la division fidjienne des pêches qui souhaitait obtenir des conseils en vue de l'élaboration d'un modèle national de gestion des ressources marines. La formation des formateurs a donc été la première étape du projet de gestion I Qoliqoli aux Fidji.

À la fin de l'atelier, un modèle de plan de gestion a été rédigé pour le projet I Qoliqoli. Les participants devaient avoir acquis les compétences nécessaires pour organiser ou animer des ateliers de formation en milieu communautaire pour y faciliter l'apprentissage. Ils devaient en outre disposer des connaissances et compétences nécessaires pour recenser les besoins des communautés ainsi que les aider à formuler des plans de gestion des ressources marines et à constituer des comités de gestion communautaire. Enfin, les formateurs devaient être à même d'organiser leurs propres ateliers de formation au profit de leurs agents. Le modèle de plan de gestion qu'utilisera la Division des pêches concernait le village de Marau.

Les activités suivantes sont au programme des six premiers mois du projet :

- poursuite du programme de sensibilisation aux ressources marines visant à promouvoir l'utilisation durable de ces ressources, leur nécessaire gestion par les communautés locales et l'éducation du grand public, en général;
- organisation de stages de formation en cours d'emploi au profit des agents des pêches des quatre divisions du pays : Centre, Nord, Est et Ouest;
- rédaction de plans de gestion pour 12 villages ou communautés du pays, qui seront choisis en fonction des demandes et de l'intérêt exprimés par les communautés côtières;

- présentation de demandes de financement au ministère des Affaires étrangères en vue d'un éventuel financement par le PROE;
- fourniture d'installations et de matériels : véhicules, ordinateurs et autres matériels pour les exercices de terrain;
- suivi de l'avancement du projet qui déterminera, entre autres, les actions de suivi que la CPS devra engager.

Sunia Waqainabete et Vasiti Vuiyasawa, de la Division fidjienne des pêches, sont les personnes à joindre pour toute information.

L'Association fidjienne des zones marines protégées sous gestion locale (FLMMA), les ministères et les ONG travailleront en étroite liaison avec la Division des pêches pour mettre en œuvre les tâches définies au plan de travail.

La FLMMA est une association fidjienne de spécialistes travaillant dans le domaine de la gestion des ressources naturelles en milieu communautaire; elle regroupe des ONG, des institutions, des ministères et des particuliers.

### Origine du projet

Comme les autres Océaniens, les Fidjiens dépendent énormément de leurs ressources côtières. Face à la croissance démographique en perpétuelle accélération, à la commercialisation de denrées auparavant strictement vivrières, à l'urbanisation croissante, aux méthodes et engins de pêche plus efficaces et aux nombreux facteurs extérieurs qui influent sur la disponibilité des ressources, la nécessité d'une gestion devient manifeste. Les Océaniens conservent pour la plupart un mode de vie fondé sur une économie de subsistance, et la pérennité des ressources côtières est capitale pour la survie de la population actuelle, comme pour celle des générations futures. La gestion des ressources marines est donc essentielle à leur sécurité alimentaire et au maintien de leurs moyens de subsistance à long terme.

En conséquence, il est crucial de donner aux communautés côtières les outils qui leur permettront de prendre en charge la gestion de leurs propres ressources. De manière générale, les services des pêches ne sont pas suffisamment bien dotés pour assumer l'intégralité des responsabilités de gestion; en outre, le ralliement des communautés locales permet de responsabiliser les citoyens par rapport à leurs propres ressources et à l'avenir de leurs moyens de subsistance. Enfin, dans la plupart des pays insulaires du Pacifique, les communautés locales détiennent les droits de propriété sur les ressources, ce qui rend leur participation incontournable.

Des efforts ont été engagés depuis maintenant six ans aux Fidji pour sensibiliser les gens à l'importance du milieu marin et mettre en place des projets de gestion des ressources marines. Ils ont en majorité été engagés par des ONG et par l'Institut des sciences appliquées de l'USP.

Les organisations communautaires de gestion des ressources marines se sont récemment constituées en association afin de pouvoir échanger des idées sur les projets auxquels elles participent et définir un ensemble de normes pouvant s'appliquer aux projets de même nature.

Des projets communautaires ont été mis sur pied aux Fidji en collaboration avec les organisations et institutions suivantes :

- Fondation du Pacifique (FSP) — District de Cuvu, à Nadroga;
- Fonds mondial pour la nature (WWF-Fidji) — District d'Ono, à Kadavu et de Wai, à Nadroga;
- Institut des études océaniques — District de Verata, à Tailevu, de Votua à Ba, programme des affaires maritimes, USP, District de Vanuaso à Gau, et dans d'autres endroits;
- Alliance internationale pour la vie sous-marine (IMA) — District de Nakasaleka, à Kadavu;
- Réseau *Women in Fisheries* (WIFN) — District de Namena, à Tailevu.

On notera que le terme de district désigne différents villages relevant de la même administration. À en juger le nombre de demandes adressées par les communautés à la FLMMA, la gestion communautaire suscite un vif intérêt. Treize communautés se sont en effet tournées vers l'association pour lancer des projets communautaires de gestion des ressources marines.

### **Outils utilisés par la FLMMA et les autres ONG fidjiennes**

La FLMMA et les autres ONG ont adopté une démarche participative où l'apprentissage en participation constitue l'essentiel du travail de sensibilisation. Il faut compter entre un et deux ans pour les visites de terrain et les premiers travaux de sensibilisation, et les communautés doivent accepter leurs responsabilités avant que les initiatives de gestion puissent être mises en place. À l'issue de la première année de gestion, les compétences et pro-

cédures de suivi sont rajoutées à la formation en participation. Certains des cas étudiés se rapportent à des projets couronnés de succès, par exemple le projet de Verata, à Tailevu, et le projet de Waisomo, à Kadavu. Dans ces deux cas, les organisations se sont retirées et n'effectuent des visites de terrain qu'en cas de besoin. Les communautés ont pris la relève de la gestion et des activités de suivi et, dans un cas comme dans l'autre, hommes et femmes prennent part à toutes les activités. Ceci donne une idée du succès que pourraient remporter les initiatives communautaires de gestion si on les transposait à plus grande échelle.

Le projet de gestion I Qoliqoli a aussi pour objectif de permettre à la Division des pêches d'engager des initiatives de gestion des ressources à plus grande échelle. Parallèlement, la Division peut mettre les installations et les financements actuels à la disposition d'autres projets. Le projet I Qoliqoli a démarré en septembre 2002 et fera l'objet d'une évaluation au début de 2003.

### **Recommandations**

- mettre en place une campagne d'information dynamique dans les médias afin de promouvoir le projet de gestion I Qoliqoli.
- continuer à sensibiliser les communautés à l'importance que revêt la viabilité à long terme des ressources marines.
- fonder la campagne de sensibilisation et le projet de gestion communautaire des ressources marines sur une démarche intégrée.
- travailler avec la FLMMA, les ministères, les ONG et les institutions déjà engagés dans la gestion des ressources marines aux Fidji pour veiller à la bonne prise en compte des situations, des traditions et des besoins des populations locales.
- rallier l'ensemble des intervenants, à tous les niveaux d'intervention du projet.
- exécuter le projet comme les communautés l'ont demandé.
- veiller à ce que la chargée de la pêche en milieu communautaire de la CPS participe au premier atelier communautaire organisé aux Fidji ainsi qu'aux ateliers organisés par la FLMMA pour s'assurer que les outils et procédures déjà en place dans le pays puissent être observés.
- assurer le suivi de la demande de financement du projet auprès du PROE.



# Gestion et conservation en milieu communautaire

## Les enjeux de la gestion communautaire des ressources marines aux Iles Fidji

*Aliti Vunisea, Chargée de la pêche en milieu communautaire de la CPS*

La gestion communautaire des ressources marines — prônée par les chercheurs, les spécialistes et les animateurs socioéducatifs comme étant la meilleure approche des pratiques modernes de gestion des pêcheries — est une version organisée et régulée des pratiques traditionnelles de gestion en usage aux Fidji et dans les autres pays insulaires océaniques depuis des générations.

La gestion communautaire optimise la participation des communautés et permet d'en mobiliser tous les secteurs, à savoir les hommes comme les femmes. Le défi qu'elle présente est qu'elle repose sur la coopération et le sens communautaire, tout en s'inscrivant dans un mode de fonctionnement de type semi-capitaliste et à prédominance individualiste. Depuis six à sept ans, les activités de gestion communautaire engagées aux Fidji ont connu des fortunes diverses selon le lieu du projet, l'organisation matrice et les contacts initialement établis avec les communautés. Récemment, un groupement de gens travaillant dans la gestion communautaire des pêcheries est parvenu à nouer des liens et des relations avec les services publics, des ONG, des organisations de protection de l'environnement et des personnes individuelles. La FLMMA (*Fiji Locally Managed Marine Areas*) a donné une base ferme à ses initiatives et a établi des partenariats avec les communautés et avec d'autres organisations. Elle a aussi mis en place des zones de gestion pilotes et utilise les personnes qui y participent pour assurer la poursuite du travail de gestion communautaire. Avec l'aide de la section Pêche en milieu communautaire, le service des pêches de Fidji a défini son propre programme grâce auquel la gestion communautaire de la pêche deviendra une initiative d'État. La vulnérabilité des ressources côtières, la nécessaire sensibilisation des populations et les demandes de gestion sont à l'origine de son programme. Comme les autres projets, son initiative a pour principe fondamental de mobiliser les communautés et les propriétaires des ressources afin qu'ils assument la responsabilité de la gestion de ces ressources.

Les systèmes de contrôle et de suivi de l'utilisation des ressources traditionnellement appliqués en milieu communautaire n'étaient pas conçus comme des mesures intentionnelles de gestion bien qu'ils aient servi, directement ou non, aux mêmes fins. Ces systèmes prenaient diverses formes : clôtures occasionnelles en raison de la mort d'un chef, interdictions saisonnières applicables à certains lieux de pêche ou à certaines espèces, tabous liés à la consommation des poissons totem, sacralisation de certains lieux de pêche, pêche rituelle et activités connexes qui, en bien des occasions, permettaient d'alléger la pression due à la pêche pendant des périodes de durées diverses. Dans certaines régions du pays, il existe aussi

des légendes sur l'appel lancé par les tortues et les anguilles. Ces pratiques de gestion sont semblables à celles adoptées et pratiquées dans la plupart des autres pays insulaires océaniques; seuls varient leur forme et leur mode d'exécution. En règle générale, ces systèmes n'étaient pas des pratiques de gestion directe des pêches mais relevaient plutôt d'un mécanisme global de gestion de ressources très variées. Ainsi, n'y avait-il généralement pas de distinction précise entre terre et mer, qui étaient considérées comme un tout; en conséquence, c'est l'ensemble des ressources — désigné par le mot *vanua* qui signifie la terre, la mer, les êtres humains et toutes les ressources — qui était soumis à une utilisation régulée.

Avec le temps, ces pratiques traditionnelles se sont érodées devant les façons de voir modernes, les croyances chrétiennes et d'autres facteurs analogues, mais "l'institution" et les structures associées — direction, protocole, respect et croyances — perdurent. La mobilisation communautaire quant à elle est déjà un fait bien établi de la routine et du travail quotidien des gens. Les rôles traditionnels et les systèmes d'utilisation des ressources par les communautés restent précisément définis même si les rôles évoluent, comme dans tout autre système, et même si leur pertinence et leur utilité sont remises en question.

L'approche moderne de la gestion communautaire, à laquelle les gens devront s'adapter, impliquent des "interventions" extérieures et un ajustement à des modes nouveaux de direction et d'apprentissage. Les chefs de village doivent s'occuper de l'affectation des fonds, calculer les indemnités monétaires et organiser le calendrier des villageois de manière à équilibrer les besoins liés au mode de vie traditionnel et les exigences de la vie moderne.

Cette situation se complique encore du fait de l'évolution progressive des structures d'autorité et de la dynamique communautaire, sous l'effet de l'exode rural, de l'urbanisation, du mode occidental d'éducation, des réseaux planétaires et des télécommunications. On assiste donc fréquemment à une modification des préférences alimentaires, à l'exploitation de nouvelles pêcheries, à l'infiltration de ces nouvelles entreprises dans le cadre traditionnel du village, à l'emploi des hommes et des femmes loin des villages et à de nombreux autres défis.

Les habitants des villages et des zones rurales continuent à remplir des fonctions traditionnelles spécifiques au sein de leur communauté, mais nombre d'entre elles ont été adaptées au mode de vie moderne et à de nouvelles formes de socialisation.

L'approche actuelle de la gestion communautaire des ressources repose principalement sur un apprentissage en participation. Il s'agit là d'outils éprouvés et largement utilisés dans le monde pour recueillir des données et mobiliser les gens afin qu'ils prennent part aux initiatives de développement et de gestion. Les organisations non gouvernementales (ONG), les ministères et les organismes de protection de l'environnement qui travaillent dans le domaine de la gestion communautaire des ressources aux Fidji ont recours à une large palette d'outils fondés sur la démarche participative. La réussite des initiatives en milieu communautaire tient en partie aux activités ainsi menées car elles favorisent une large interaction avec les communautés et la participation de tous ses éléments; elles permettent aussi de discuter, de débattre des problèmes et de poser des questions sans être soumis aux limitations imposées par la société ou la tradition.

Des discussions concernant le rôle des hommes et des femmes, l'appartenance ethnique et les questions culturellement sensibles, qui n'auraient peut-être jamais été possibles par le passé, se trouvent ainsi facilitées grâce au processus d'apprentissage communautaire en participation. Il demeure qu'il faut lever nombre d'obstacles avant de pouvoir susciter une participation digne de ce nom.

Plusieurs questions n'ont toujours pas trouvé réponse ou méritent d'être examinées plus avant :

- le cadre opérationnel d'arrière plan que sont la double propriété des ressources, et les modalités d'accès et d'utilisation des ressources n'ont pas été remis en question jusqu'ici. Cet équilibre sera-t-il perturbé du fait des changements de propriété qui interviendront dans le cadre du projet *I qoliqoli* ?
- la modification des structures d'administration et d'autorité. Quelle incidence la restructuration du Conseil des affaires fidjiennes aura-t-elle sur les besoins et aspirations actuelles des Fidjiens ?
- en matière de gestion des pêches, les femmes devraient-elles être considérées comme des participants ou des partenaires ?
- renforcement des interactions entre les différents secteurs qui interviennent dans la gestion communautaire.
- continuité des projets.
- indicateurs de succès.

### 1. Changement du mode de propriété dans le cadre du projet *I qoliqoli*

Dans la majorité des cas, les régimes de propriété des zones marines sont bien définis et enregistrés. Les principes coutumiers reconnus en matière d'utilisation des ressources marines couvrent la propriété des zones de pêche, l'accès à ces zones et les droits de pêche sur l'ensemble de la zone intertidale et du littoral jusqu'au tombant externe du récif (*kanakana* et *I qoliqoli*). *Kanakana* est le terme qui décrit la zone réservée à la pêche vivrière; il s'agit généralement de la zone côtière jouxtant le village qui englobe les mangroves, les vasières, les replats sableux, les lagons et les récifs. *I qoliqoli* désigne la zone de pêche dans sa globalité, et couvre donc les zones situées au-delà de *kanakana*.

Du fait de leur droit d'accès légal, les propriétaires coutumiers détiennent des droits de pêche exclusifs sur leur *I qoliqoli* tandis que l'État est propriétaire des eaux jusqu'à la laisse de haute mer. Il y a ainsi une dualité tant de la propriété que de la notion d'utilisation des ressources. Dans les deux cas, les propriétaires coutumiers jouissent de droits importants sur leurs zones côtières, de sorte que toute initiative de gestion des ressources marines doit nécessairement engager la communauté. Cette double propriété est parfois source de conflits et de soucis pour les propriétaires coutumiers. Il existe en effet 410 *I qoliqoli* aux Fidji, dont plus de 200 ont été visitées et enregistrées par la Commission des terres et des pêcheries coutumières. Celles qui ne l'ont pas été sont pour la plupart des rivières et de petits cours d'eau.

Les droits de propriété ou de jouissance des *I qoliqoli* jouissent d'un statut plus élevé que ceux applicables aux *yavusa* ou *vanua* (les terres). C'est pourquoi le *liuliu ni yavusa*, à savoir le chef d'un *yavusa*, est le détenteur des droits de propriété. À la différence des terres qui, aux Fidji, appartiennent au clan ou *mataqali*, la délimitation des différents *I qoliqoli* a toujours été source de litiges. Bien souvent, la propriété communale des *I qoliqoli* est complexe. Il arrive que le grand chef, qui est propriétaire de l'*I qoliqoli*, accorde des permis de pêche ou à passer des accords avec les entreprises qui exploitent le corail ou avec des investisseurs extérieurs par exemple, à l'insu des nombreux villages et districts relevant de sa juridiction.

Dans son programme, le gouvernement déclare qu'il faut restituer aux propriétaires coutumiers la pleine propriété des *I qoliqoli*, ce qui soulève cependant plusieurs questions :

- comment cette mesure sera-t-elle appliquée dans la pratique si les coutumiers font valoir que la propriété foncière se prolonge jusqu'au littoral ? La propriété du littoral reviendra-t-elle aux lignées du clan ou *mataqali*, comme celle des terres ?
- si cette conception est retenue, les gens se retrouveront-ils privés des terres jouxtant les plans d'eau et le littoral ?
- qu'advient-il des dispositions applicables aux zones de pêche vivrière des *I kanakana* et *I qoliqoli* si celles-ci sont délimitées et appartiennent à une entité spécifique ? Qu'advient-il dès lors de la propriété communale ?
- quelles conséquences aura cette modification des régimes de propriété sur les initiatives de gestion communautaire où le pouvoir de décision revient au clan tout entier et non au *yavusa* comme c'est aujourd'hui le cas ?
- si la propriété reste entre les mains du *yavusa*, et du *liuliu ni yavusa* comme c'est actuellement le cas, seront-ils en droit de traiter et de négocier avec des investisseurs pour le compte de tous les membres ou sous-groupes d'un si vaste groupement de clans ou de villages ?

Être propriétaire tend également à signifier détenir le contrôle absolu du développement des zones côtières, ce qui peut s'avérer un avantage du point de vue de la gestion, ou un handicap si le *yavusa* titulaire des droits de propriété est porté sur le développement. Cela signifie

aussi que les propriétaires des *I qoliqoli* devront assumer de plus lourdes responsabilités pour la protection de leurs ressources. Les questions ci-dessous relatives à la propriété des ressources et à l'accès à ces ressources par tous les membres des communautés doivent être résolues dès la mise en oeuvre des efforts visant à restituer la propriété des ressources à leurs ayants droit traditionnels. Il faudra faire appel à la bonne volonté et au soutien de toutes les parties concernées pour délimiter les zones et les régimes de propriété de façon concluante.

## 2. Modification des structures d'administration et d'autorité

Outre les complexes droits de propriété et de jouissance, la population est aussi soumise à un double système d'administration ou de tutelle. Toute action engagée auprès des communautés met en jeu le système administratif gouvernemental ainsi que la coutume, qui s'appliquent tous deux aux communautés. Ainsi, chaque village est dirigé par un chef de village, qui a aussi qualité de responsable administratif.

Ces notables n'occupent pas nécessairement un rang élevé dans la coutume. Le responsable coutumier du village ou *liuliu ni yavusa* est à distinguer du chef de village qui est appelé *turaga ni koro*. Ce dernier travaille en liaison avec les responsables coutumiers pour la mise en oeuvre des projets. Sa fonction est principalement administrative, et il fait office de correspondant des pouvoirs publics ou de toute entité extérieure.

Le Conseil des affaires fidjiennes fait actuellement l'objet d'un remaniement de fond. Il reste à savoir si la restructuration prévue répondra aux aspirations de l'ensemble des Fidjiens, y compris ceux qui vivent en zones urbaines. C'est là un aspect important pour bien des propriétaires coutumiers qui sont dotés de pouvoirs de décision, mais ne résident plus au sein de leur communauté d'origine. Ils conservent un contrôle à distance des ressources dont ils sont propriétaires et des personnes qui les exploitent. Motivés par des aspirations et un mode de vie autre, les gens qui vivent loin de leur village natal peuvent aussi acquérir une vision très différente de la manière dont les ressources devraient être utilisées, mises en valeur ou gérées. Les modèles évoqués plus haut s'inscrivent dans un processus simple auquel les gens devraient pouvoir s'adapter mais, dans certains cas, les anciens et les chefs de communautés sont partis s'installer en ville et ont été remplacés par un nouveau responsable au sein de la communauté. Le défi consiste donc à savoir comment la restructuration du Conseil des affaires fidjiennes parviendra à intégrer cette évolution, et quelles seront à l'avenir les modalités nouvelles qui permettront de relier les communautés à l'administration moderne.

## 3. En matière de gestion des pêches, les femmes devraient-elles être considérées comme des participants ou des partenaires ?

Les femmes occupent un rôle important dans les activités communautaires en place aux Fidji; les ONG, les ministères et les organisations de protection de l'environnement ont tout fait pour les associer à leur action. Il demeure que

l'on attend toujours des femmes qu'elles préparent et servent les repas offerts lors des stages ou ateliers de formation qu'elles suivent. Elles doivent donc à la fois assister aux ateliers et aux réunions, et prendre en charge leurs aspects pratiques. L'enjeu est donc désormais de traiter les femmes comme partenaires – et non comme simples participantes – du processus de décision, de planification, de suivi et d'évaluation. Certaines ONG, comme *Women in Fisheries*, sont spécifiquement consacrées aux femmes. Faut-il poursuivre ainsi, ou devrait-on inscrire l'avancement des femmes dans une démarche communautaire de la gestion des pêches ? Il faudrait alors identifier et lever tous les obstacles et restrictions sociales qui empêchent les femmes de devenir des partenaires à part entière de l'action menée dans ce domaine.

## 4. Renforcement des interactions entre les différents secteurs qui interviennent dans la gestion communautaire

Malgré les multiples succès de la gestion communautaire aux Fidji, un travail considérable reste à faire pour resserrer les liens entre les ministères, les ONG et les autres entités intéressées. La gestion des ressources côtières ne concerne pas seulement le littoral, mais s'applique également aux bassins hydrographiques, au cours supérieur des rivières et aux zones cultivées. Bien des facteurs interconnectés ont une incidence sur les ressources côtières, et il s'ensuit que les efforts engagés pour protéger ces ressources doivent eux aussi être conjugués. Directement ou indirectement, leur impact se fait toujours sentir sur la gestion des ressources. Les initiatives de gestion devraient rapprocher les ministères des forêts, de l'agriculture, du tourisme et de la santé, et tenir compte des accords concernant l'exploitation agricole, les régimes de propriété et les baux fonciers. Ces liens permettraient aux divers intervenants de rester informés de leur action respective et favoriseraient la collaboration dans les projets communautaires. Cette mise en relation des différents secteurs serait des plus utiles pour les actions de gestion des pêches déjà engagées.

## 5. Continuité des projets communautaires

Depuis toujours, les spécialistes du développement et les gestionnaires s'inquiètent de savoir comment les projets peuvent perdurer une fois que les promoteurs, les bailleurs, les spécialistes et autres experts se sont retirés. Le suivi et l'évaluation sont des activités essentielles pour le succès des projets. Que se passe-t-il trois ans après qu'un partenaire "extérieur" se soit retiré d'un projet de gestion ? Doit-il continuer à effectuer des visites périodiques pour s'assurer de la bonne continuation du projet ? C'est peut-être envisageable s'il n'existe qu'une vingtaine de réserves marines ou de zones taboues. Quand il s'agit de 200 *I qoliqoli* ou plus, il faudrait un gigantesque soutien financier et humain pour assurer cet effort. Les ONG peuvent faire beaucoup pour maintenir le contact et les flux d'information entre les groupes concernés. Le gouvernement pourrait également envisager d'intégrer ces systèmes de gestion au Conseil des affaires fidjiennes en cours de restructuration, ce qui donnerait à la population un mécanisme garantissant la continuité des efforts engagés.



## 6. Indicateurs de succès

Les projets couronnés de succès aux Îles Fidji sont nombreux. La plupart d'entre eux reposaient sur des mesures biologiques, les indicateurs socioéconomiques étant rarement prévus. Il faut définir des indicateurs de succès à caractère social applicables aux cas où la survie économique et sociale de certains segments de la population dépend totalement des ressources marines de leur *I qoli-qoli*; un suivi régulier peut dès lors être mis en place afin d'observer, sur des périodes données, l'évolution des modes de vie, du niveau de réalisation sociale et éducative, et d'autres facteurs d'ordre socioéconomique. Ces aspects devraient toutefois être clairement distingués des facteurs collectifs susceptibles de concourir à l'amélioration générale de la vie en milieu communautaire. La définition de ces indicateurs exigera d'engager des recherches et des études spécialisées et de recueillir des données sur la question. Celles-ci permettront de préciser les facteurs nécessaires à l'estimation du succès des projets. Il sera très important d'associer les communautés aux travaux de recherche et au processus d'évaluation.

En matière de gestion communautaire des ressources marines, les Îles Fidji ont déjà couvert un bon chemin, mais la route reste longue. Les questions évoquées plus haut illustrent des problèmes liés au succès et à la pertinence des initiatives de gestion auxquels les gens se heurtent en permanence et à tous les niveaux. La FLMMA a poursuivi son action avec enthousiasme et dynamisme après les succès rencontrés dans les zones d'étude pilotes; le projet de gestion communautaire des pêcheries récemment lancé par le service des pêches de Fidji est lui aussi mené avec enthousiasme. Mais les défis demeurent et il conviendra d'y apporter des réponses dans un avenir proche.



## La place des communautés dans les actions de conservation menées dans le Pacifique

*Scott Radway, Pacific Islands Report, 28 Juin 2002*

Simpson Abraham se rappelle avoir présenté un nouveau plan d'utilisation des terres aux gens de Kosrae lors d'une réunion communautaire, et comment son propre oncle lui a dit que son plan ne valait rien.

“Mon oncle s'est levé, dans le fond de la salle, et a dit : Va te faire voir avec ce rapport, jamais, jamais je ne le soutiendrai” raconte Abraham, qui est directeur du programme de gestion des ressources de Kosrae. “Il pensait qu'on voulait s'approprier ses droits de propriété foncière.”

Abraham a rapporté cette histoire lors d'un atelier organisé dans le cadre de la Conférence océanienne sur l'environnement.

“Les habitants de Kosrae — un État insulaire des États Fédérés de Micronésie — ont rejeté ce plan d'utilisation des terres parce que personne ne les avait consultés. Les fonctionnaires sont arrivés un jour avec un plan déjà tout ficelé,” a-t-il indiqué.

Abraham faisait partie d'un groupe de responsables de la région qui débattaient de la nécessité d'associer la communauté à tout programme environnemental si l'on voulait en garantir le succès.

Les Océaniens, notamment dans les régions restées très traditionnelles, n'apprécient pas que des étrangers leur dictent ce qu'ils doivent faire de leurs terres et de leurs récifs. Il y a beaucoup à gagner à intervenir par l'entremise des chefs traditionnels et à employer des pratiques anciennes qui ont permis de maintenir l'équilibre du milieu depuis des milliers d'années, a indiqué Noah Idechong, un délégué de Palau.

M. Idechong a raconté que les citoyens de Palau étaient extrêmement découragés dans les années 80 car leurs stocks halieutiques avaient beaucoup souffert des pratiques de pêche néfastes qui avaient cours alors. Il s'est tourné vers les notables, a travaillé avec les chefs des villages pour faire admettre la nécessité d'une interdiction temporaire de la pêche dans certaines zones, comme cela se faisait fréquemment il y a longtemps pour préserver les ressources.

C'est depuis lors que les États ont commencé à créer officiellement des réserves marines, et M. Idechong travaille maintenant à l'élaboration d'un système uniforme de réserves à l'échelon national. Il a gagné dans son pays nombre de prix prestigieux pour son action et n'hésite pas à dire que cet effort a abouti grâce à cette démarche menée auprès des communautés.

Si les pouvoirs publics avaient d'entrée de jeu créé des réserves marines, les villageois ne les auraient jamais respectées.

Alan Freidlander, de l'Institut océanique de Hawaï, a signalé que les initiatives publiques de protection des récifs coralliens et des stocks de poissons ont remporté leurs plus beaux succès là où la culture traditionnelle perdure. Les gens ont toujours eu des liens très forts avec la terre et la mer. Il est d'avis que le déclin de la tradition à Hawaï est l'une des causes de la dégradation des récifs.

Les représentants officiels de Guam disent eux aussi que la lutte contre la dégradation des récifs coralliens est rendue plus difficile par la déliquescence des traditions et la perte d'un lien très fort avec le milieu naturel.

Selon Willy Kostka, directeur exécutif de la *Conservation Society* de Pohnpei (États Fédérés de Micronésie), la culture traditionnelle est une grande force, mais l'enjeu devrait consister à équilibrer la participation des villages et les visées des pouvoirs publics.

“Quand on traite trop avec les communautés, le gouvernement devient jaloux. Et quand on traite trop avec le

gouvernement, ce sont les communautés qui se mettent à être jalouses,” déclare-t-il. “C’est de l’équilibrisme.” W. Kostka dit qu’il rappelle fréquemment à son personnel qu’un objectif qui n’est pas soutenu de part et d’autre est voué à l’échec. La volonté politique est tout aussi importante que le soutien de la communauté, indique-t-il. “Il faut que le rêve soit partagé par tous.”

## Le projet océanien de réhabilitation des récifs coralliens en milieu communautaire couronné de louanges à Washington

*Communiqué de presse, Pacific Islands Report, 16 avril 2002*

Les chefs communautaires du Pacifique se sont récemment retrouvés à Washington, D.C. pour discuter des succès d’une initiative unique dont le double objectif est de réhabiliter les récifs coralliens tout en soutenant les moyens de subsistance en zones rurales. L’initiative *Coral Gardens* de *Counterpart International* a également pour but de valoriser le patrimoine culturel des zones côtières.

Des responsables environnementaux ainsi que des représentants d’organismes multilatéraux et de fondations privées ont applaudi le succès remporté par le programme *Coral Gardens* qui a permis de réhabiliter des récifs coralliens, et donc d’améliorer l’état des stocks halieutiques et la situation des communautés qui en retirent leur subsistance. Les sites du programme *Coral Gardens* se trouvent dans les archipels mélanésien des Fidji et des Îles Salomon.

Le programme *Coral Gardens* est une initiative en milieu communautaire mise sur pied par *Counterpart International* et son partenaire océanien, la Fondation du Pacifique (FSP), basée aux Fidji. Sa méthodologie repose sur des outils de conservation, de réhabilitation des pêcheries et de création de moyens de subsistance durables.

La démarche du programme *Coral Gardens* a été conçue par Austin Bowden-Kerby, biologiste renommé; elle consiste à confier aux communautés la responsabilité de l’accélération de la formation récifale naturelle et de la réhabilitation des récifs coralliens, la création de zones marines protégées où la pêche est interdite et la bonne garde des récifs aux communautés locales qui en sont propriétaires.

Des hôtels de luxe, comme le Shangri-La aux Fidji, contribuent à l’effort de préservation et de mise en valeur de la splendeur des fonds sous-marins et emploient des guides locaux, formés dans le cadre du programme, pour faire partager la beauté des récifs aux quelque 400 000 personnes qui visitent les Fidji chaque année.

De petites entreprises aquacoles appartenant à des femmes ont fourni de nouveaux moyens de subsistance, et la formation technique aide à la mise en place d’entreprises d’écotourisme qui stimulent l’économie fidjienne.

Les personnels de contrepartie et les partenaires espèrent établir, par le biais du programme *Coral Gardens*, un centre régional de formation ainsi qu’un fonds fiduciaire environnemental, qui permettraient de garantir le financement à long terme des activités de conservation des récifs de la région.

“Ces ressources nous ont été confiées et nous devons en assurer la bonne garde pour les générations à venir,” a déclaré Alisi Daurewa, directeur exécutif de la FSP.

*Counterpart International*, appelé à l’origine Fondation du Pacifique Sud, travaille avec les communautés océaniques depuis 1965 pour les aider à trouver des réponses aux besoins qu’elles définissent.

Pour de plus amples informations sur les *Coral Gardens*, veuillez contacter : Austin Bowden-Kerby, FSP—Fidji, Mél : bowdenkerby@is.com.fj, ou Majella van der Werf, Mél : vanderwerf@counter (*veuillez utiliser l’anglais pour toute correspondance*)

## Démographie et dynamique des sexes dans la conservation des ressources côtières en Afrique de l’est

*Bronwen Golder, Chargée de recherche, et Mia MacDonald, consultante en démographie et environnement, Unité des stratégies de conservation du Fonds mondial pour la nature*

Source: InterCoast, hiver 2002

Les côtes orientales de l’Afrique abritent l’un des écosystèmes marins les plus riches de la planète qui s’étend sur près de 500 000 km<sup>2</sup>, depuis la Somalie au nord jusqu’au Mozambique au sud. Pour le Fonds mondial pour la nature (WWF), cette zone constitue l’écotourisme marine d’Afrique orientale (EAME), les écorégions étant de vastes zones de terre ou de mer qui renferment des mosaïques d’espèces, de communautés, de dynamiques et de conditions environnementales géographiquement distinctives.

Du fait de la diversité des poissons, des coraux et des mangroves, l’EAME fait partie des écorégions marines les plus riches, les plus rares, mais aussi les plus menacées au monde.

En effet, ce système marin unique est de plus en plus menacé par la pêche intensive, la destruction des récifs coralliens et l’alimentation des mangroves. Pour parer à cette menace, le WWF a engagé des actions de planification et de conservation dans l’ensemble de l’écotourisme. À

si grande échelle, l'efficacité des mesures de conservation exige une solide connaissance et une bonne prise en compte de tendances et d'interactions biologiques et socioéconomiques bien plus complexes qu'à l'échelon d'un projet local. Les aspects démographiques comptent parmi les principaux facteurs socioéconomiques à l'œuvre à l'échelon de l'écorégion, et ils sont souvent façonnés par la dynamique des rapports entre les sexes. Tout comme les taux de fécondité et les schémas migratoires, les sexo-spécificités déterminent dans une large mesure le degré de pression qui risque d'être exercé sur les ressources humaines et naturelles.

À la fin de 2000, le WWF a réalisé une analyse de la situation démographique et de la dynamique des rapports hommes-femmes dans diverses communautés côtières de l'EAME, notamment en Tanzanie et au Mozambique. Cet article a pour but de présenter les résultats de cette étude, d'examiner les leçons à en tirer quant aux liens entre sexes-spécificités et facteurs démographiques, et la manière dont ces liens doivent être traités pour favoriser les objectifs de conservation des ressources dans les écosystèmes côtiers.

### **Constatations : les liens entre sexo-spécificités et facteurs démographiques**

La dynamique des populations fournit des informations importantes quant aux pressions actuelles et prévues sur les ressources de l'EAME et, comme on peut s'y attendre, les relations hommes-femmes constituent l'un des facteurs déterminants de l'accès aux ressources de l'écorégion et de leur utilisation.

#### **Une utilisation des ressources caractérisée par sexe**

Les principales conclusions concernant les liens entre sexo-spécificités et utilisation des ressources se déclinent comme suit :

- en tant que soutiens de famille, les hommes contrôlent l'accès à la plupart des ressources et sont les grands responsables de la destruction du milieu marin. La pêche au large est leur principale activité, et ils ont souvent recours à la dynamite ou au poison pour assurer leurs captures. Les hommes coupent aussi les mangroves pour se procurer le bois nécessaire à la construction des bateaux et des habitations. Dans les communautés de Tanzanie étudiées, les feuilles de palmier utilisées pour la fabrication des objets d'artisanat sont les seules ressources dont les femmes ont le plein contrôle. Dans la plupart des villages des côtes du Mozambique, les femmes n'ont pas le droit de pêcher bien que la transformation et la vente du poisson pêché par les hommes leur soient confiées.
- en tant que responsables du foyer et, de plus en plus, pour gagner quelque argent supplémentaire, les femmes utilisent les ressources marines qu'elles trouvent à proximité des côtes. Cela tient en grande partie aux usages culturels en vigueur. Les femmes ramassent le bois de feu dans les mangroves et fabriquent du charbon destiné à la vente ou aux besoins du foyer. Elles collectent aussi de petits animaux marins – algues, crustacés, huîtres et œufs de tortue – et, ce faisant, elles détruisent souvent les récifs coralliens et perturbent la reproduction des tortues. On constate de plus en plus qu'elles transforment ces ressources pour les vendre, souvent à des touristes.

- bien que l'agriculture vivrière soit principalement le fait des femmes, elles n'ont ni la propriété, ni la maîtrise des terres. Elles n'ont en outre que rarement accès aux technologies qui leur permettraient de les exploiter durablement. Cet accès est aussi très fréquemment refusé aux hommes bien que les programmes de conservation s'adressent plus souvent à eux et mettent à leur disposition de nouvelles technologies plus respectueuses de l'équilibre écologique.
- la pauvreté joue un rôle important dans la caractérisation de l'utilisation des ressources par sexe. En général, et particulièrement en Tanzanie, les femmes dans les ménages plus aisés ne cherchent pas à gagner de l'argent, que ce soit du fait de leur tradition ou par nécessité; elles n'utilisent donc pas directement les ressources marines. Cependant, la majorité des habitants des communautés côtières sont pauvres et donc largement dépendants des ressources marines locales. La pauvreté généralisée – et qui empire même dans certains cas – exerce des pressions nouvelles sur les femmes qui doivent elles aussi contribuer au revenu du ménage.

### **Population et sexo-spécificités**

Dans les deux pays, la dynamique des populations est fortement déterminée par l'appartenance sexuelle. Même si elle diminue, la fécondité reste importante, avec une moyenne de cinq enfants par femmes en Tanzanie, et près de six au Mozambique. Dans les zones rurales semblables aux villages côtiers étudiés, la fécondité est parfois même encore plus forte. Les femmes n'y ont guère accès aux services de planning familial et aux soins de santé génésique, et les contraceptifs restent globalement très peu utilisés. Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (État de la population mondiale 2001), 16 pour cent seulement des femmes de Tanzanie et 5 pour cent des femmes du Mozambique ont recours à l'un des contraceptifs modernes, et les taux sont encore plus bas dans les communautés rurales. Les femmes ont un statut très inférieur et une faible proportion des filles terminent leur scolarité. Les études secondaires constituant un solide facteur prédictif de la baisse de fécondité, l'insuffisance de l'éducation des femmes est souvent à l'origine d'une forte croissance démographique. L'autre conséquence est que l'on compte un grand nombre d'analphabètes chez les femmes. Selon le rapport État de la population mondiale 2001, l'analphabétisme concernerait 31 pour cent des femmes en Tanzanie et 70 pour cent au Mozambique. En conséquence, les femmes ne sont pas en mesure de décider de la taille de leur famille.

### **Dynamisme de la situation**

Les rapports entre sexes et les facteurs démographiques au sein de l'EAME sont caractérisés par leur dynamique. Dans la plupart des communautés côtières étudiées, la pauvreté et la population sont en augmentation, parfois très rapide, ce qui laisse présager une intensification des pressions exercées sur les ressources. On notera avec quelque ironie que certaines communautés voient d'un très bon œil cet accroissement de la population qui développe le marché auquel elles vendent leurs marchandises, produits de la mer inclus. Parallèlement, l'exode rural est de plus en plus fréquent et lui aussi est lié au sexe. Ce sont généralement les hommes qui partent chercher des emplois rémunérés en ville, laissant les femmes à la tête

du ménage et sans argent, ce qui incite ces dernières à puiser davantage dans les forêts et les zones côtières.

En fait, sur l'ensemble des côtes de Tanzanie et du Mozambique, les femmes sont de plus en plus nombreuses à se lancer dans des activités économiques, ce qui atteste les besoins de sécurité alimentaire des ménages, l'absence des hommes, le désir ou le besoin d'augmenter le revenu du ménage (souvent pour payer les frais de santé ou de scolarité des enfants) et l'évolution des mœurs. Dans certains communautés de Tanzanie, les femmes se sont mises à pêcher sous la pression de ces circonstances changeantes, rompant ainsi avec le rôle traditionnellement attribué à leur sexe. Les facteurs structurels ont aussi une part de responsabilité prévue et imprévue dans ces changements; c'est notamment le cas de la commercialisation croissante de l'économie locale, de l'engagement pris par les gouvernements à l'égard de la parité hommes-femmes dans l'emploi et l'éducation, et des programmes de conservation financés par des bailleurs de fonds qui confient aux femmes la gestion des ressources.

### Interprétation des résultats et orientations futures

Au vu de ces résultats, les objectifs de conservation ne seront pas atteints dans l'EAME ou dans bien d'autres écosystèmes côtiers si l'on ne trouve pas remède aux réalités démographiques et aux sexesécificités. Voici divers éléments, mis en évidence par cette analyse, qui devront être pris en compte dans le cadre des actions menées au sein de l'EAME et dans les autres zones côtières :

- Les femmes jouent un rôle important, tant comme utilisatrices que comme gestionnaires des ressources; tout comme les hommes, elles doivent être éduquées et formées, et bénéficier des intrants de production qui les aideront à exploiter durablement les ressources côtières. L'analyse révèle que les femmes sont généralement plus ouvertes que les hommes à la nécessité de remplacer les activités économiques dangereuses pour l'environnement – comme la collecte des œufs de tortue – par d'autres entreprises rémunératrices moins néfastes, telles que la vannerie ou la mariculture durable. Bien que les lois du Mozambique garantissent l'égalité de tous, les femmes n'ont encore qu'un contrôle limité des moyens de production et des ressources. Il convient donc d'encourager hommes et femmes à prendre part aux discussions et aux interventions communautaires plutôt que de ne mobiliser que les propriétaires ou principaux utilisateurs des ressources (dans la plupart des cas les hommes).
- Il serait très utile pour l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques de mieux sensibiliser les populations à l'importance d'une gestion des ressources partagées par les deux sexes. La Tanzanie et le Mozambique ont tous deux adopté sur le papier des politiques nationales favorisant la parité hommes-femmes, mais les services publics n'ont pas les capacités requises pour procéder à des analyses par sexe et appliquer leurs résultats. Un soutien pourrait utilement être apporté à la formation sur la parité hommes-femmes des principaux intervenants et des responsables publics des ressources côtières.
- Il existe une très forte corrélation entre les taux élevés de fécondité et le statut inférieur des femmes des communautés côtières. La pénurie de services de planning

familial, de services de santé en matière de procréation et l'insuffisance des possibilités d'éducation aggravent encore ces liens de corrélation. Les moyens de santé et d'éducation manquent cruellement en zones côtières, et il n'y a pas non plus d'intervenants du secteur public à même de hiérarchiser les besoins. Il faudrait aussi assurer un suivi à long terme des tendances démographiques et en tenir compte pour la planification des mesures de redressement des impacts possibles sur l'utilisation des ressources côtières.

Cette action pourrait prendre la forme d'un soutien aux ONG offrant des soins de santé en matière de procréation aux communautés laissées pour compte, ou encore de partenariats avec les pouvoirs publics ou les ONG pour l'amélioration des installations sanitaires ou scolaires. Les pouvoirs publics ou les responsables des initiatives de conservation pourraient aussi réaliser ou appuyer l'étude des schémas migratoires et de leurs impacts sur la parité hommes-femmes.

### L'importance de la collaboration

La collaboration jouera un rôle capital pour la réussite des mesures de conservation des zones côtières. Les réalités socioéconomiques actuelles et futures contribuant de plus en plus étroitement au succès de ce type d'entreprises, il se pourrait que les compétences ordinaires des gestionnaires des ressources côtières ne soient plus suffisantes pour assurer l'exécution de stratégies de conservation de portée plus vaste. En effet, ces stratégies exigeront peut-être la prise en compte de questions telles que la santé en matière de procréation, les migrations et le statut des femmes. Il serait toutefois improductif et peu souhaitable de demander aux gestionnaires de devenir des experts de ces questions. Une bonne collaboration avec les organismes publics, non gouvernementaux et communautaires permettrait en revanche d'aborder très efficacement la difficile question de la dynamique de la parité hommes-femmes et des facteurs démographiques. On trouve quasiment partout dans le monde, y compris dans les communautés les plus reculées, des organisations qui œuvrent dans le domaine de la santé en matière de procréation, de l'éducation ou de la gestion durable des ressources. Pour les organisations qui travaillent à la conservation des ressources, l'enjeu consiste à instaurer un dialogue et à développer une vision commune entre ces différents intervenants afin qu'ils abordent de manière constructive les problèmes auxquels ils sont tous confrontés.

### Des leçons pour les interventions futures

L'analyse des sexesécificités dans l'EAME montre de façon patente qu'aucune intervention ne saurait y aboutir si les liens entre parité hommes-femmes et population ne sont pas reconnus, et si on ne parvient pas à trouver une réponse stratégique aux rôles des femmes et à ceux des hommes dans la gestion des ressources. La forte fécondité et la pauvreté généralisée ne sauraient changer tant que les femmes n'auront pas davantage accès à l'éducation et aux soins de santé en matière de procréation. Par ailleurs, en tant qu'utilisatrices des ressources, elles doivent être associées aux décisions prises par la communauté quant à l'utilisation ou la protection des ressources.

Enfin, l'analyse ayant révélé que les schémas migratoires sont liés au sexe et ont un impact direct sur l'utilisation des ressources, les planificateurs des actions de conserva-

tion doivent avoir une bonne compréhension des facteurs et des impacts des migrations et y apporter une réponse.

Les ressources qui assurent la subsistance de millions de gens sur la planète seront soumis à des menaces grandissantes au fur et à mesure que s'accroissent les pressions

exercées sur l'EAME et les autres écosystèmes côtiers. La protection de la diversité biologique de ces riches écosystèmes exigera la mise en oeuvre d'actions stratégiques tenant compte du rôle capital que joue la dynamique des sexes dans l'utilisation des ressources côtières.

## Intégration des activités de pêche vivrière des femmes dans les programmes de valorisation et de conservation des pêcheries du Pacifique

*Elizabeth Matthews, Département des affaires maritimes, Université de Rhode Island, Kingston, Rhode Island, Etats-Unis*

Source: InterCoast, Hiver 2001

Le terme "pêche" évoque généralement l'activité propre aux pêcheurs : attraper du poisson. Dans les services des pêches des pays insulaires océaniques prévaut souvent l'idée que "les femmes ne pêchent pas, elles ne font que ramasser des coquillages." Autant dire que l'ampleur et l'effet de cette collecte sont minimisés, voire totalement ignorés. Les préoccupations des femmes ont de ce fait été laissées à l'écart des programmes officiels de développement de la pêche. Ainsi, le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) a mis sur pied un section de promotion du rôle des femmes dans le secteur des pêches. Bien que les besoins et le travail de collecte des femmes sont de plus en plus reconnus et étudiés, ils font généralement l'objet d'un département distinct qui n'a pas sa place dans le programme global de développement de la pêche. En outre, les gouvernements et les organisations de la région tiennent rarement compte des exigences et des impacts de cette collecte dans les programmes généraux de gestion et de conservation des stocks. Dans les pays insulaires océaniques, bien des femmes assurent à leur famille un apport quotidien de produits de la mer frais en ramassant des invertébrés sur les platiers du littoral. Cet aspect du schéma de production alimentaire traditionnel est resté très marqué, même après que les denrées alimentaires industrielles se soient implantées localement. Dans toute la région, les gens consomment quotidiennement des mollusques d'eau de mer et d'eau douce, des crustacés, des holothuries, des oursins et des crevettes. Ces invertébrés sont ramassés à marée basse sur les platiers récifaux, dans les mangroves, les rivières et les cours d'eau des zones rurales et urbaines. Ils sont fréquemment pêchés en zones rurales, transportés et vendus dans les villes où les adultes sont plus souvent employés dans des bureaux qu'occupés par la pêche dans le lagon ou les soins aux jardins potagers.

Bien que les modes de vie aient évolué, les aliments traditionnels conservent leur attrait. Certains invertébrés sont exportés, particulièrement les trocas, les holothuries séchées et fumées et, dans certaines zones, les coraux morts ou vivants. Après des siècles d'exploitation ininterrompue, certaines de ces espèces montrent ici et là des signes d'épuisement. Des stocks qui supportaient jusqu'ici des prélèvements journaliers commencent à ressentir les effets de la surexploitation et de la pollution. La surexploitation imputable à la croissance démographique et à des entreprises commerciales toujours plus

nombreuses, la dégradation des habitats (disparition des mangroves, érosion due au développement et aux constructions à terre, techniques de pêche destructives, collecte de coquillages et pollution), et l'absence de programmes de conservation des invertébrés sont autant de facteurs qui ont contribué à ce déclin.

### Les activités des femmes et leurs impacts

Les femmes se promènent généralement le long des platiers récifaux à marée basse pour ramasser des invertébrés et des algues et pour pêcher de petits poissons. Elles ont aussi d'autres activités. Aux Fidji, elles collectent des moules d'eau douce dans les rivières, de petits crabes, des coquillages, des holothuries et des oursins sur les platiers récifaux ainsi que des crabes et des langoustes de boue dans les mangroves. À Palau, elles ramassent des palourdes dans les mangroves ainsi que des mollusques, des holothuries, des crabes et des oursins sur les platiers récifaux. À Kosrae, elles utilisent des filets maillants pour capturer divers petits poissons sur les platiers récifaux de faible profondeur. Un quart des poissons pêchés à Kosrae sont capturés par les femmes de cette manière. Elles collectent aussi des crabes de palétuviers, des poulpes, des anguilles, des anémones, des algues et de nombreux petits mollusques. Il n'y a guère de données quantitatives sur l'ampleur de leurs activités. En 1993 toutefois, on estimait que les femmes de Vavau, aux Tonga, récoltaient chaque année environ 230 tonnes de produits de la mer – fruits de mer, crabes de palétuviers, crabes de boue, méduses, holothuries et algues (notamment des algues brunes du genre *Caulerpa* sp) – sur les platiers récifaux. À une époque, il ne s'agissait là que d'une pêche vivrière; aujourd'hui cependant, la plupart des femmes vendent au moins une partie de leurs prises sur les marchés.

Il arrive que les femmes aient recours à des techniques de pêche destructives pour récolter certaines espèces. Elles brisent les têtes de corail, retournent des rochers et écrasent des coraux fragiles en marchant sur les récifs où elles cherchent leur nourriture. Aux Tonga par exemple, les glaneuses utilisent souvent des couteaux, des barres de fer ou des marteaux pour casser le corail et en extraire les coquillages. Après leur passage sur les récifs, elles ne remettent pas en position les rochers couverts de corail qu'elles ont retournés, provoquant la mort des organismes ainsi exposés. Dans certaines zones, elles ont

encore recours à des poisons élaborés à partir de plantes et d'holothuries traditionnellement utilisés pour paralyser les poissons, ce qui est certainement néfaste pour d'autres espèces aussi. Aux Fidji, il leur arrive de verser de l'eau de javel, des pesticides ou des engrais dans les rivières où elles pêchent les crevettes d'eau douce. Bien que ces pratiques n'aient quasiment jamais été étudiées dans la région, le personnel des services des pêches et de la protection de l'environnement reconnait qu'elles font peser une grave menace sur le milieu récifal.

### Dégradation de l'environnement

La dégradation environnementale des zones côtières est une cause de préoccupation croissante dans la région où les pays sont confrontés à la poussée démographique, à l'intensification de l'urbanisation et de l'industrialisation, et aux difficultés spécifiques liées au milieu insulaire : peu d'espace, peu de ressources. Parmi les grands problèmes environnementaux caractérisant les zones côtières de la région, notons la pollution d'origine tellurique, le déboisement qui est cause d'érosion et de sédimentation, la destruction des mangroves et des autres habitats, le développement intensif et non planifié du littoral et les méthodes de pêche destructives. Tous ces problèmes sont aggravés par l'urbanisation rapide, la poussée démographique et la faible priorité accordée à la protection de l'environnement dans bien des pays de la région.

Les invertébrés qui vivent souvent à proximité des terres, dans le lagon ou à faible profondeur, sont particulièrement menacés par les polluants d'origine tellurique. Ils peuvent stocker des bactéries ou d'autres agents infectieux provenant des eaux usées, des pesticides ou des métaux lourds, ce qui les rend dès lors impropres à la consommation. Ils peuvent aussi être tout simplement tués par les contaminants, étouffés par la sédimentation ou éliminés du fait de la destruction de leur habitat d'élection.

### Intégration des besoins des femmes dans la gestion des pêches

Tous les services des pêches du Pacifique s'inquiètent de la diminution des ressources halieutiques des zones côtières qui résulte de la surpêche et de la destruction des habitats. On a alors généralement tendance à encourager la pêche hauturière. On donne aux hommes des engins de pêche, une formation et des conseils pour leur permettre de pêcher plus au large et atténuer ainsi les pressions exercées sur les ressources côtières gravement mises à mal. Les femmes en revanche ne bénéficient jamais ou quasiment de ces programmes d'aide, que ce soit parce que les programmes halieutiques ne tiennent pas compte d'elles ou parce qu'elles en sont coupées.

En fait, même si les hommes vont pêcher plus au large pour préserver les ressources côtières du lagon, les femmes continuent à récolter de petits poissons et des invertébrés en eau peu profonde. Bien des espèces d'invertébrés commencent à montrer des signes d'épuisement. Pour mieux assurer leur protection et la pêche des

femmes, il est impératif d'adopter une vision d'ensemble, intégrée de la gestion des pêches. Les stratégies de gestion doivent :

- inclure les invertébrés dans les programmes de gestion halieutique. Les espèces qui tiennent une place importante dans la pêche vivrière ou qui sont vendues sur les petits marchés locaux doivent elles aussi être prises en compte;
- considérer comme prioritaire la protection de l'environnement des zones et des ressources côtières du Pacifique;
- limiter la destruction des mangroves et des autres habitats;
- élaborer des programmes locaux d'éducation et de sensibilisation axés sur l'utilisation de pratiques de pêche correctes, l'élimination des méthodes de pêche destructives, l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement au niveau des villages, et sur l'importance de toutes les espèces pour la santé des lagons et des zones côtières;
- utiliser des espèces surexploitées qui jouent un rôle important localement (par exemple les holothuries, les mollusques, les oursins, les petits crabes et les algues) plutôt que des espèces exotiques importées dans les essais de mariculture et d'aquaculture. On pourrait mettre en place de petits projets aquacoles dans les villages pour réensemencer les stocks des espèces fréquemment pêchées, et favoriser la participation à l'effort de conservation et de gestion des stocks;
- intégrer des plans de conservation dans les projets futurs de pêche et de collecte concernant les femmes. Le risque de surexploitation des invertébrés ne cessera de croître au fur et à mesure qu'augmentera le nombre de projets concernant les activités halieutiques des femmes dans la région.;
- rechercher les activités rémunératrices non apparentées à la pêche qui pourraient être proposées aux femmes pour atténuer les pressions exercées sur les ressources locales;
- adopter une vision globale de la gestion halieutique, fondée sur les écosystèmes et les habitats plutôt que sur les différentes espèces. L'une des façons d'élaborer des stratégies globales de conservation et de gestion est d'associer les zones protégées marines et terrestres dans le cadre d'un vaste programme de gestion.

Les femmes et les autres glaneurs ne cesseront pas de récolter des invertébrés sur les récifs côtiers, que les agents des services des pêches s'en rendent compte ou non. Les prélèvements d'invertébrés persisteront sur les platiers récifaux probablement incapables de soutenir les assauts permanents de l'activité humaine. Des efforts majeurs doivent être engagés pour évaluer l'état des stocks d'invertébrés en zones côtières, et mettre en place des stratégies raisonnées de gestion en vue de leur protection.

## Les crabes terrestres de Palau

Elizabeth Matthews, de la Palau Conservation Society

Le crabe terrestre est un mets très prisé à Palau. Les femmes et les enfants les ramassent en quantité dans la forêt quand les crabes sortent de leurs trous en fin d'après-midi. À l'approche de la pleine lune, certains crabes descendent jusqu'à la mer pour pondre. D'autres restent en forêt. À Peleliu, un lot situé en bordure du lagon sud de Palau, les crabes représentent une ressource importante. Ils sont vendus dans les restaurants et les marchés des alentours de Palau, et occupent souvent une place de choix dans les repas coutumiers de fête.

Bien que ces crabes soient communément consommés dans l'ensemble du Pacifique, ils n'ont quasiment jamais été étudiés. À Palau, cette ressource ne fait l'objet d'aucune activité de surveillance. Personne n'assure le suivi des stocks, des ventes ou des exportations. Quant aux marchés locaux, ils ne conservent aucun relevé de leurs ventes, quelle que soit l'espèce considérée.

On a tendance à penser que c'est une ressource abondante et inépuisable. Or, des signes de surexploitation commencent à apparaître. À 1994, Palau a voté une loi interdisant l'exportation des crabes et des langoustes.

Si le crabe est concerné par cette loi, il n'est toutefois pas interdit d'exporter l'*'ukaeb* (sorte de crabe farci dont la garniture se compose de chair de crabe mélangée à de la noix de coco) et il n'est tenu aucun compte du nombre de crabes exportés après transformation.

Les femmes qui ramassent ces crabes depuis toujours pour assurer leur subsistance ou pour les vendre commencent à se rendre compte qu'elles en récoltent moins.

En fait, le groupe de femmes de Ngaratitirou a demandé en 2001 à la Palau Conservation Society d'effectuer une étude sur les crabes de Peleliu parce qu'elles s'inquiètent des récoltes en baisse.



Élèves pesant et mesurant des crabes terrestres qui ont été élevés dans un pneu de camion.

Cette société a recruté trois élèves de dernière année à l'école primaire de Peleliu pour l'aider à entreprendre cette étude. Les chercheurs ont discuté avec 23 femmes de leur collecte de crabes terrestres; ils ont mesuré près de 500 crabes trouvés dans la nature où chez les gens. Les travaux de terrain ont duré d'avril à juin 2002, les meilleurs mois pour la récolte des crabes de Peleliu.

À Peleliu, les crabes terrestres les plus communs sont *Cardisoma hirtipes* (*rekung el beab*) et *Cardisoma carnifex* (*rekung el daob*). *Gecarcoidea lalandii* (*kesuar*) est moins souvent ramassé en raison des réactions allergiques qu'il provoque chez nombre de gens. On trouve aussi souvent sur les marchés une quatrième espèce (*cheoich*, *Eriphia sebana*), fréquemment vendue avec les crabes bien qu'elle n'en soit pas un. Cette espèce se trouve dans les mangroves et à proximité.

Le littoral de Peleliu est en grande partie constitué de longues plages de sable, mais on y trouve aussi de vastes zones de forêt. Un peu partout sur l'île, on peut voir des crabes dissimulés dans les racines des arbres et sous les fourrés. Il s'agit partout de forêts secondaires, la végétation de l'île ayant été entièrement détruite lors de la Deuxième Guerre mondiale. Dans bien des endroits, la terre semble avoir été retournée sous l'impact des bombardements, puis la végétation a repris ses droits. C'est un



Rekung el beab  
(*Cardisoma hirtipes*)



Rekung el daob  
(*Cardisoma carnifex*)



Kesuar  
(*Gecarcoidea lalandii*)

fouillis dense de racines entremêlées et de broussailles de seconde venue — le site idéal où les crabes peuvent trouver des trous pour se dissimuler.

Les crabes terrestres se récoltent toute l'année, bien qu'il y ait des moments où on les trouve sur quasiment toute l'île de Peleliu. Dans le sud de Palau, c'est d'avril à mai qu'ils sont les plus abondants, notamment aux époques de pleine lune. Le crabe de terre doit pondre en eau salée pour que les œufs éclosent. Les femelles de l'espèce *Cardisoma hirtipes* (*rekung el beab*) migrent depuis leur trou dans la forêt jusqu'aux plages où elles vont pondre en mer pendant les quelques jours qui entourent la pleine lune. Il est très facile de les ramasser au cours de cette migration. On les récolte aussi à d'autres moments du mois lorsqu'ils sortent de leur trou pour se nourrir, tôt le matin ou en fin d'après-midi. Le droit interne de Peleliu interdit la collecte des crabes pendant les trois jours qui précèdent et suivent la pleine lune. Lorsque cette étude a démarré, cette loi n'était guère appliquée, mais les choses se sont améliorées vers la fin de l'étude.



Femelle grainée

En fin d'après-midi, les femmes et les enfants se rendent en voiture sur leur site favori. Les crabes de terre, à la coquille sombre, se détachent très distinctement sur les routes de corail blanc qui sillonnent tout le sud de l'île.

L'enquête a permis d'établir très clairement que tout le monde préfère les femelles. Bien que la récolte des femelles pleines ne soit pas interdite, certaines femmes ont dit aux chercheurs qu'elles étaient d'avis qu'il ne fallait pas les ramasser. Il demeure que les chercheurs n'ont pas vu tant de femelles, pleines ou non, dans les sacs qu'ils ont aléatoirement échantillonnés.

Les femmes qui collectent les crabes terrestres les ramènent souvent chez elles pour les élever en enclos. Ces crabes-là atteignent des dimensions bien plus importantes que tous ceux qui ont été mesurés en liberté par les cher-

cheurs de l'équipe. Ils sont en effet mieux nourris dans ces enclos que dans la nature car les femmes leur donnent de la noix de coco, du riz et des feuilles non toxiques. Ils sont en général conservés en enclos pendant plusieurs jours avant d'être consommés.

La moitié des femmes interrogées vendent aussi des crabes, entiers et cuits ou, plus souvent, sous forme d'*ukaeb* (crabe farci à la noix de coco). L'*ukaeb* est un mets très recherché pour les occasions spéciales et les manifestations coutumières. La plupart des femmes qui vendent des crabes de Peleliu reçoivent des commandes de gens vivant à Koror, la ville principale, où les fêtes coutumières exigent plus de 100 *ukaeb*. Les crabes sont aussi vendus par les femmes sur les marchés locaux.

Les chercheurs de l'équipe ont ainsi recensé plusieurs facteurs qui pourraient contribuer au déclin des populations de crabes : la récolte des femelles pleines, la préférence générale pour les femelles, l'exportation non surveillée des crabes, les règlements internes de protection qui n'ont initialement pas été appliqués, l'augmentation du nombre de chasseurs, l'utilisation de congélateurs pour la conservation des crabes et les voitures qui permettent d'accéder aux sites de collecte.

Il se pourrait aussi que la construction de routes sur l'ensemble de Peleliu perturbe les migrations mensuelles lors desquelles les crabes quittent la forêt pour aller pondre en mer. Enfin, plusieurs femmes ont signalé que certaines zones de l'île avaient été exceptionnellement sèches ces dernières années. Il se pourrait que le temps sec ait affecté les crabes dont les trous doivent rester humides. L'étude des effets de ces facteurs (et d'autres paramètres tels que la prédation des oiseaux) sur les populations de crabes terrestres dépassait le cadre de ce projet de recherche.

Plusieurs femmes ont suggéré des stratégies de gestion pour protéger les crabes de la surexploitation. Elles signalent par exemple que les femmes d'autrefois ne collectaient pas toujours le crabe tout entier, se contentant de lui arracher l'une des grosses pinces de devant. D'autres femmes ont recommandé de fermer certains sites pendant un an ou plus. Elles ont également suggéré d'imposer des limites de taille, tant pour les crabes collectés que pour ceux utilisés pour la préparation d'*ukaeb*. Elles étaient nombreuses à penser que la collecte des femelles pleines devrait être interdite. Certaines ont exprimé de la curiosité à la perspective d'élever des crabes.

Cette étude est le premier pas vers une meilleure connaissance de l'état des crabes terrestres de Peleliu et de ses utilisations. La *Palau Conservation Society* continuera de travailler avec les gens de cet État pour examiner les mesures qu'ils souhaitent adopter pour la collecte de ces crabes. S'ils décident de formuler une stratégie de gestion, les suggestions avancées par les femmes consultées au cours de cette étude fourniront une solide base de travail.



# Statut socioéconomique des femmes travaillant dans le secteur des pêches

## Les femmes et la pêche aux Tonga : études de cas réalisées dans les archipels des îles Ha'apai et Vava'u

Dr Mecki Kronen, chargée de recherche halieutique (pêche en milieu communautaire), CPS

### Introduction

Au cours vingt dernières années, la contribution des femmes océaniques aux activités de pêche vivrière et de pêche artisanale s'est vu accorder une reconnaissance grandissante. Les femmes participent aussi au niveau de leurs villages, aux activités commerciales à petite échelle. Chapman (1987) a montré que la part des femmes dans le rendement total de la pêche est de 32 pour cent aux Samoa américaines et va de 25 à 50 pour cent dans le golfe de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Aux Fidji, le volume total des ventes d'invertébrés a atteint une moyenne de 2000 tonnes en trois ans, soit l'équivalent de 4,5 millions de dollars fidjiens. Les ventes de bénéitiers de mer et d'eau douce, capturés et commercialisés exclusivement par les femmes, constituent environ 48 pour cent de ce total (The Women in Fisheries Network, www.wfn.org.fj, 11 juin 2002).

En dépit des efforts considérables déployés en faveur des femmes dans le cadre des projets de valorisation et de gestion des pêches, les organismes nationaux et régionaux compétents se refusent toujours à accorder à la contribution des femmes à la pêche vivrière et commerciale la reconnaissance qu'elle mérite. Le fait que les statistiques nationales et régionales ne rendent pas compte de la part qui revient aux femmes – et aux enfants – dans la production du secteur halieutique témoigne de la discrimination dont elles sont victimes. Les femmes océaniques pratiquant la pêche sont d'ailleurs qualifiées de "pêcheurs invisibles" (Ram 1993).

Cet article aborde deux aspects dont l'importance a été sous-estimée dans le passé : le rôle et l'ampleur de la participation des femmes et des enfants aux activités de pêche dans le Pacifique Sud. Il montre notamment que le travail des femmes dans le secteur des pêches contribue à la consommation familiale de produits de la mer et à l'accroissement des revenus des ménages. L'article compare les comportements actuels aux traditions et coutumes propres aux hommes et aux femmes et tente de déterminer si les pratiques halieutiques de chaque sexe s'acquièrent dès l'enfance.

### Méthodes

Les résultats présentés ici sont tirés d'enquêtes socioéconomiques réalisées dans le cadre d'un projet de recherche interdisciplinaire (DemEcoFish<sup>1</sup>) dont l'objet est d'éva-

luer l'état des ressources récifo-lagonaires du Pacifique Sud. La méthode retenue a consisté à réaliser des entretiens aléatoires avec des hommes et des femmes adultes (plus de 15 ans) de tous âges dans quatre villages tongans. Les garçons et les filles scolarisés dans le primaire ont aussi fait l'objet d'une enquête à l'aide d'un système participatif de notation et d'outils de classification.

Quatre villages ont été sélectionnés aux fins de l'enquête (figure 1) : deux dans l'archipel des îles Ha'apai et deux dans l'archipel des Vava'u. Dans chaque archipel, on a choisi un village ancré dans la tradition et un autre plus urbanisé. Ainsi, les villages de Lofanga, dans les îles Ha'apai, et de Ovaka, dans l'archipel des Vava'u, regroupent des communautés plus traditionnelles établies sur de petites îles reculées où l'accès à l'eau principale n'est possible qu'en bateau à moteur, tandis que les villages de Koulo (Ha'apai) et de Mataika (Vava'u), situés à proximité des principaux centres urbains des deux archipels, sont plus urbanisés.

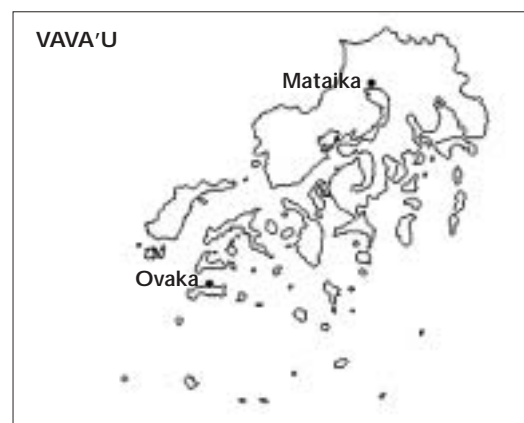
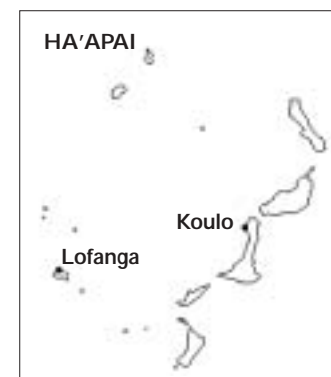


Figure 1

Emplacement des quatre villages sélectionnés aux fins de l'enquête dans les archipels de Vava'u et d'Ha'apai (Royaume des Tonga)



<sup>1</sup> Le projet de recherche DemEcoFish (2001-2003) est exécuté par l'Observatoire des pêches récifales de la CPS et financé par la Fondation MacArthur. Il a pour principal objectif de définir des indicateurs socioéconomiques applicables à l'évaluation des pressions liées à la pêche et, partant, de l'état des ressources marines (récifales et lagonaires) exploitées à des fins vivrières ou par les petites pêcheries artisanales dans le Pacifique Sud.

Des questionnaires individuels ont été soumis aux villageois pour évaluer leurs habitudes en matière de consommation de produits de la mer et de pêche. Des informations sur la fréquence des activités de pêche, les principales techniques utilisées, les espèces ciblées, et les raisons de la pêche ont également été recueillies par le biais d'enquêtes participatives réalisées auprès des enfants et dont les résultats sont présentés sous forme de pourcentage pour trois des villages sélectionnés. Dans le village de Lofanga, l'enquête n'a pu avoir lieu en raison des vacances scolaires.

L'évaluation du rôle et de la participation des femmes se fonde sur l'analyse comparative des réponses données par les hommes et les femmes interrogés dans chaque village.

Aux fins de cet article, on entend par "pêche" la capture de produits de la mer comestibles, quels qu'ils soient. On distingue cependant la pêche du poisson de la collecte d'autres produits de la mer (ramassage sur le récif).

## Résultats

### Enquêtes individuelles réalisées auprès de la population adulte

#### Échantillon

Comme indiqué au tableau 1, l'échantillon retenu représente entre 25 et 55 pour cent de la population adulte totale de plus de 15 ans. Les échantillons de femmes et d'hommes interrogés dans les quatre villages sont de taille comparable.

#### Consommation de produits de la mer

La consommation de poisson et autres produits de la mer est élevée dans tous les villages (tableau 2). Le pois-

son en conserve figure en bonne place dans l'alimentation de toutes les communautés et semble légèrement plus apprécié des femmes que des hommes. Les produits de la mer autre que le poisson occupent aussi une large place dans l'alimentation des ménages (88 à 100 %). Les écarts relevés en pourcentage tiennent vraisemblablement à des tabous d'ordre religieux<sup>2</sup> plutôt qu'aux goûts individuels ou aux préférences de chaque sexe.

#### Activités de pêche

Les modes de consommation des produits de la mer correspondent au type de pêche pratiqué. Près de la moitié des femmes de Ha'apai interrogées, et entre 6 et 21 pour cent des femmes de Vava'u, ont déclaré pêcher du poisson (tableau 3). Pourtant, si l'on compare les résultats obtenus pour les quatre villages, on constate que les femmes pratiquent en fait beaucoup plus le ramassage sur le récif que la pêche (entre 72 et 92 pour cent d'entre elles).

Les hommes pêchent davantage que les femmes, mais prennent aussi une large part aux activités de ramassage. À Mataika (Vava'u), les hommes qui pratiquent le ramassage sur le récif sont même plus nombreux que les femmes.

Comme l'indique le tableau 4, la fréquence des sorties de pêche n'est que très légèrement supérieure chez les pêcheurs de sexe masculin des petites communautés insulaires de Lofanga et Ovaka. La fréquence des activités de collecte d'autres produits de la mer est à peu près la même dans tous les villages, chez les hommes comme les femmes, à l'exception du village de Ovaka, où les hommes pratiquent beaucoup plus le ramassage. La durée des sorties de pêche des femmes et des activités de ramassage sur le récif des hommes et des femmes est relativement courte, allant de deux à quatre heures.

Tableau 1 : Descriptif de l'échantillon

Village	Nombre total d'hommes interrogés	Tranche d'âge	Nombre total de femmes interrogées	Tranche d'âge	Population totale interrogée	Total population de + de 15 ans	Représentation des + de 15 ans en pourcentage
<b>Ha'apai</b>							
Koulo	32	15-83	32	11-72	64	146	44
Lofanga	17	17-76	13	22-59	30	114	26
<b>Vava'u</b>							
Mataika	41	16-78	44	15-75	85	339	25
Ovaka	20	15-71	16	15-65	36	65	55

Tableau 2 : Consommation de produits de la mer

Village	Poisson (%)		Autres produits de la mer (%)		Poisson en conserve (%)	
	H	F	H	F	H	F
Koulo	100	100	94	91	94	94
Lofanga	100	100	92	94	71	85
Mataika	100	98	76	100	98	98
Ovaka	100	100	100	88	80	94

Tableau 3 : Pêche et ramassage sur le récif, en pourcentage

Village	Pêche (%)		Ramassage (%)	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Koulo	50	78	72	66
Lofanga	54	88	92	59
Mataika	21	59	82	90
Ovaka	6	80	75	10
Moyenne totale	44	76	80	56

<sup>2</sup> À titre d'exemple, les membres de l'Église adventiste du septième jour ne mangent pas de fruits de mer.

Tableau 4 : Fréquence et durée des activités de pêche

Village	Nombre de sorties de pêche/semaine		Durée des sorties de pêche (en heures)		Nombre de sorties de ramassage/semaine		Durée des sorties de ramassage (en heures)	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Koulo	2-3	2-3	3	8	2	2	2-3	2-3
Lofanga	2	3-4	3-4	7	1-2	2	<6	<6
Mataika	2	2	4	5	1-2	1-2	3	4
Ovaka	2	3-4	2	3-4	2	4	3	3

Tableau 5 : Heures des sorties de pêche

Village	Pêche (%)					
	Nuit		Jour		Nuit et jour	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Koulo	6	40	81	36	13	24
Lofanga	0	14	100	43	0	54
Mataika	11	8	67	24	22	68
Ovaka	0	0	100	63	0	37
Moyenne	4	16	87	42	9	46

Tableau 6 : Heures de collecte/ramassage des mollusques et crustacés sur le récif

Village	Collecte (%)					
	Nuit		Jour		Nuit et jour	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Koulo	0	0	96	100	4	0
Lofanga	0	0	100	100	0	0
Mataika	0	7	94	73	6	20
Ovaka	8	0	34	45	58	55
Moyenne	2	2	81	80	17	19

Tableau 7 : Techniques utilisées

Technique	Koulo		Lofanga		Mataika		Ovaka	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
<b>Ramassage sur le récif</b>								
Tige de fer <sup>1</sup>	24	0	54	26	21	11	17	3
A la main <sup>2</sup>	56	12	13	0	59	41	47	28
Total partiel ramassage	80	12	67	26	80	52	64	31
<b>Pêche</b>								
A la main	3	0	0	0	0	0	0	0
Palangrotte	8	18	0	29	5	13	0	22
Épervier	3	9	25	3	3	8	7	15
Filet	0	23	0	5	3	2	0	16
Pêche au filet en groupe	0	5	8	0	5	0	0	0
Sagaie <sup>3</sup>	3	28	0	16	0	20	4	12
Harpon <sup>4</sup>	0	0	0	0	0	0	0	3
Pêche de nuit <sup>5</sup>	3	0	0	0	4	5	25	1
Pêche profonde (palangre)	0	5	0	18	0	0	0	0
Traine	0	0	0	3	0	0	0	0
Total partiel pêche	20	88	33	74	20	48	36	69

1) Y compris le maka feke, leurre en forme de rat utilisé pour la capture des poulpes (selon une légende traditionnelle tongane).

2) Notamment à l'aide de couteaux, de paniers tressés, de sacs en plastique ou d'autres récipients. Les pêcheurs tâtent le sol du pied pour repérer la présence de certains mollusques ou crustacés.

3) Se pratique en apnée, de jour comme de nuit, mais principalement la nuit à Ha'apai.

4) Consiste à lancer un long harpon depuis la mangrove, le récif ou une embarcation.

5) Peut faire intervenir plusieurs méthodes. Se pratique à pied ou à bord d'un bateau à l'aide d'une lampe qui sert à attirer le poisson.

C'est dans la durée des sorties de pêche des hommes que l'on observe les différences les plus importantes. Exception faite des pêcheurs de Ovaka, qui ne passent en moyenne que trois à quatre heures en mer à chaque sortie, les hommes pêchent entre cinq et huit heures d'affilée à chaque sortie.

Les similitudes et différences qui caractérisent les activités de pêche sont indiquées aux tableaux 5 et 6. Les femmes préfèrent pêcher du poisson dans la journée, tandis que la plupart des hommes pêchent indifféremment de jour ou de nuit, voire exclusivement la nuit. Les autres produits de la mer sont ramassés principalement durant la journée, par les femmes comme par les hommes<sup>3</sup>. Cela étant, tous les villageois de Ovaka et, dans une moindre mesure, ceux de Mataika pratiquent le ramassage de jour comme de nuit.

### Techniques de pêche

Les techniques de pêche utilisées principalement par les femmes des quatre villages étudiés servent pour l'essentiel à la capture des invertébrés et des mollusques et crustacés (voir tableau 7). Toutefois, si 80 pour cent des femmes vivant dans les villages plus urbanisés pratiquent le ramassage sur le récif, les femmes des communautés isolées plus ancrées dans la tradition comme Lofanga et Ovaka se consacrent davantage à la pêche (environ 65 pour cent). Les méthodes utilisées dans ces deux villages sont très différentes. Ainsi, les femmes de Lofanga (Ha'apai) ont une préférence pour la pêche à l'épervier et, dans une moindre mesure, au filet maillant en groupe, alors que les femmes de Ovaka (Vava'u) préfèrent la pêche de nuit et, dans de moindres proportions, la pêche à l'épervier et à la sagaie. Les femmes des villages plus urbanisés de Koulo et Mataika pratiquent, entre autres, la pêche à la palangrotte et à la main.

Outre la pêche profonde et la pêche à la trane, les hommes pêchent principalement à la palangrotte et utilisent toutes sortes de méthodes de pêche au filet. La pêche à la sagaie est très répandue dans les Ha'apai et à Ovaka (Vava'u).

<sup>3</sup> En règle générale, les hommes pêchent la langouste à la sagaie de nuit sur des sites qui ne sont accessibles qu'en bateau à moteur.

### Habitats exploités

Les préférences pour certains lieux de pêche (notamment ceux décrits au tableau 8 ci-dessous) sont fonction de leur accessibilité. La plupart des femmes qui pratiquent le ramassage sur le récif n'utilisent ni pirogue ni bateau. C'est pourquoi aucune des femmes interrogées n'a déclaré pêcher en haute mer. Si les deux villages de Ha'apai sont entourés principalement de récifs, le village de Mataika, dans l'archipel des Vava'u, bénéficie d'un accès direct à des zones à fonds meubles. Ces caractéristiques transparaissent dans les pourcentages relatifs à chaque sexe. Toutefois, dans le cas d'Ovaka, la répartition des activités de pêche entre ces deux types d'habitat est déterminée par l'accès aux récifs entourant l'île et par la disponibilité de bateaux qui permettent d'atteindre les zones à fonds meubles de l'île principale.

### Objectifs de la pêche

La majorité des femmes interrogées ont déclaré pêcher essentiellement pour subvenir aux besoins de leurs familles, bien que les poissons et autres produits de la mer servent aussi de cadeaux. Les femmes, et en particulier celles de Lofanga (Ha'apai) vendent aussi le produit de leur pêche. Si les hommes se consacrent principalement à la pêche et au ramassage à des fins de subsistance, leurs activités sont davantage axées sur la vente. Dans l'ensemble, on vend davantage de poisson que d'autres produits de la mer. Le pourcentage d'hommes qui tirent des revenus de leur pêche est particulièrement élevé à Lofanga.

### Enquêtes réalisées auprès des enfants

Les chiffres indiqués au tableau 10 sont des moyennes pour les enfants de 7 à 9 ans scolarisés dans le primaire ayant fait l'objet des enquêtes menées dans les villages de Koulo, Mataika et Ovaka. Les données montrent que les filles vont pêcher « souvent » (à savoir une à trois fois par semaine) ou « quelquefois » (par exemple pendant les vacances scolaires et la plupart des dimanches), tandis que les garçons ont déclaré pour la plupart n'y aller que « quelquefois ».

Garçons et filles ont déclaré que le produit de leur pêche était destiné principalement à la consommation familiale. Les filles qui pêchent pour vendre sont plus nombreuses que les garçons, et ce sont leurs mères qui se chargent de vendre les prises.

Dans les trois villages considérés, les filles pratiquent presque exclusivement le ramassage sur le récif ou la collecte en général. La majorité des garçons interrogés ont cité principalement la pêche, bien qu'un grand nombre d'entre eux pratiquent aussi le ramassage sur le récif. Toutefois, cette apparente distinction entre les activités des garçons et des filles dès le plus jeune âge est en contradiction avec les informations plus nuancées recueillies sur les principales espèces pêchées par les filles, qui comportent de nombreuses espèces de poissons. Ces résultats incitent à penser que les filles utilisent aussi des méthodes de pêche autres que le ramassage et la collecte à la main.

Tableau 8 : Habitats exploités

Village	Récif		Lagon (prairies marines, fonds sableux ou meubles)		Haute mer	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Koulo	90	69	10	28	0	3
Lofanga	91	77	9	3	0	20
Mataika	21	31	79	69	0	0
Ovaka	50	52	50	48	0	0

Tableau 9 : Objectifs de la pêche, en pourcentage

	Koulo		Lofanga		Mataika		Ovaka	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
<b>Pêche</b>								
Consommation	50	40	0	0	50	23	100	6
Vente	0	0	0	0	0	4	0	0
Consommation et cadeaux	44	44	71	0	38	30	0	56
Consommation et vente	0	4	0	40	12	8	0	0
Consommation, vente et cadeaux	6	12	29	60	0	35	0	38
<b>Ramassage</b>								
Consommation	57	41	17	10	50	40	17	10
Vente	0	0	0	0	0	0	8	0
Cadeaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation et cadeaux	30	45	58	58	39	26	67	60
Consommation et vente	9	0	8	8	3	8	0	10
Consommation, vente et cadeaux	4	14	17	17	8	26	8	20

Tableau 10 : Activités de pêche des enfants des villages de Koulo, Mataika et Ovaka scolarisés dans le primaire (%)

		Filles (%)	Garçons (%)
Fréquence	Souvent (1 à 3 fois par semaine)	33	16
	Quelquefois (pendant les vacances scolaires et la plupart des dimanches)	63	85
	Jamais	4	0
Objectif de la pêche	Consommation familiale	80	89
	Vente	24	11
Type d'activité pratiquée	Ramassage sur le récif	99	43
	Pêche	1	57
Prises	Poisson	19	73
	Autres produits de la mer	81	27

## Débat

Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête confirment que la participation des femmes aux activités de pêche dans le Pacifique Sud a été sous-estimée (Dye 1983; Ram 1993; Matthews 1991; Vunisea 1997). L'analyse de la fréquence et de la durée des sorties de pêche indique que la contribution des femmes à l'approvisionnement alimentaire des ménages est au moins aussi régulière et fiable que celle des hommes. S'il existe des sources de revenus autres que la pêche dans les villages étudiés, les activités de pêche des femmes fournissent néanmoins une partie des protéines et des aliments dont les ménages ont besoin lorsque les ressources financières et agricoles viennent à manquer. Les enfants apportent eux aussi une aide appréciable aux femmes grâce au produit de leur pêche, qui sert à l'alimentation de la famille et constitue une source potentielle de revenu. L'enquête a montré que les enfants de Ha'apai et de Vava'u scolarisés dans le primaire vont à la pêche une à deux fois par semaine et qu'un quart environ des prises réalisées par les filles est vendu par leurs mères. Ces chiffres indiquent que la participation des femmes aux activités de pêche est en fait bien plus importante que le laissent supposer les travaux menés à Viti Levu (Fidji) par Rawlinson et al. (1994).

Les conclusions de l'étude vont à l'encontre de certaines observations antérieures. Le nombre, en pourcentage, et la fréquence des sorties de pêche qu'effectuent les femmes sont en contradiction avec l'idée fort répandue selon laquelle les femmes se contentent de ramasser des invertébrés (Tonga et al. 2000) et ne pratiquent qu'occasionnellement la pêche, traditionnellement réservée aux hommes (Matthews 1991). Les résultats de l'enquête remettent aussi en question la répartition classique des activités de pêche entre les hommes et les femmes (Bataille-Benguigui 1988). En revanche, ils vont dans le sens des conclusions de Schoeffel (1985), selon lequel les femmes tonganes n'hésitent pas à utiliser des engins de pêche lorsqu'elles peuvent s'en procurer (éperviers, palangrottes, fusils, entre autres exemples). La contribution des femmes allant bien au-delà du simple ramassage de mollusques et crustacés, on peut affirmer qu'il n'y a en fait guère de différence entre leurs activités et celles des hommes.

Toutefois, pour réaliser de bonnes pêches, les femmes doivent connaître le milieu marin et l'écologie des ressources marines aussi bien que les hommes, justifier des mêmes compétences et maîtriser comme eux les techniques de pêche.

Les hommes se livrent eux aussi à la pêche du poulpe (*maka feke*) et à la collecte de certains mollusques (*hoka fimgota*), généralement considérées comme des activités typiquement féminines (Tonga et al. 2000). Les hommes interrogés ont déclaré ne pas choisir de manière sélective leurs méthodes de pêche ni les espèces ciblées et ne pas avoir le sentiment d'accomplir le travail des femmes lorsqu'ils pratiquent le ramassage sur le récif.

Les résultats de cette étude mettent cependant en lumière trois grandes différences entre les hommes et les femmes : 1) les femmes préfèrent généralement pêcher de jour; 2) elles opèrent principalement dans les eaux peu profondes situées à proximité du rivage; 3) elles pêchent le plus souvent sans utiliser de pirogue ou de bateau à moteur. Plusieurs explications ont été avancées : 1) selon

Oliver (1989), plus les habitats exploités sont nombreux, plus les tâches respectives des hommes et des femmes sont stratifiées; or, tous les villages de pêcheurs étudiés dans le cadre de l'enquête ont accès à un lagon à fonds meubles, à des récifs coralliens et à des lieux de pêche situés en eau profonde ou en haute mer; 2) les anthropologues et les ethnologues soutiennent que les fonctions respectives des hommes et des femmes, y compris dans le domaine de la pêche, sont dictées par la tradition (Vunisea 1997) et par les croyances mystiques associées au rôle des hommes en tant que pêcheurs (Chapman 1987; Matthews 1991; Bataille-Benguigui 1992).

Les définitions traditionnelles des rôles des hommes et des femmes et les croyances mystiques pourraient effectivement expliquer pourquoi les femmes ne prennent pas une part active aux opérations commerciales de pêche palangrière ou aux sorties de pêche à la sagaie effectuées de nuit. Aucune des femmes interrogées n'a jamais pêché plus de six heures d'affilée. De même, rares sont les femmes qui se risquent à aller pêcher de nuit sur les récifs ou dans des eaux peu profondes.

L'enquête a également mis en lumière un certain nombre de questions qui demeurent à ce jour sans réponse. Contrairement à ce qu'avancent Matthews (1991) et Tonga et al. (2000), les femmes des villages isolés où les traditions sont plus vivaces se rendent sur des atolls inhabités en bateau à moteur pour pêcher ou pratiquer le ramassage sur le récif. Ces expéditions sont-elles composées de groupes mixtes ou seulement de femmes ? Les femmes s'organisent-elles seules et pilotent-elles les bateaux elles-mêmes ? Profitent-elles de la traversée pour pêcher à la palangrotte ou au filet ? On ne peut toujours pas répondre de manière concluante à toutes ces questions. Les réponses pourraient pourtant permettre de déterminer si la préférence des femmes pour la pêche en eau peu profonde est fonction de considérations pratiques, des traditions et des coutumes ou si elle tient tout simplement à l'absence de moyens de transport motorisés. Dans le cas de Mataika (Vava'u), les changements induits par l'introduction d'engins à moteurs ne tiennent pas seulement à l'utilisation de bateaux à moteurs mais aussi d'autres types de véhicules. La plupart des ménages du village possèdent un véhicule à moteur que les hommes et les femmes utilisent pour se rendre sur les lieux de pêche.

Il ressort de l'enquête que le rôle social des femmes qui pratiquent la pêche dans les zones rurales des Tonga a considérablement évolué. Toutefois, l'éducation des enfants et les comportements sociaux dans leur ensemble, indépendamment du degré d'isolement géographique des communautés considérées, traduisent encore un fort attachement aux traditions et aux coutumes. L'enquête nous amène donc à nous poser la question suivante : dans quelle mesure les traditions et coutumes tonganes déterminent-elles aujourd'hui encore les rôles respectifs des hommes et des femmes et leur participation aux activités de pêche ?

En dépit de l'urbanisation relative des quatre villages étudiés, il est clair que le rôle des femmes est perçu aujourd'hui encore comme limité aux tâches ménagères. Comme le soulignent Lal et Slatter (1982), ce constat est d'autant plus étonnant que les femmes tonganes ne se contentent plus de pêcher à des fins vivrières et s'investissent

tissent depuis peu dans des activités rémunératrices. Les femmes qui tiennent de petits commerces ou occupent un emploi salarié dans les centres urbains proches de leurs villages sont la preuve de l'évolution du rôle social de la femme tongane, tout comme celles qui vendent désormais le produit de leur pêche, sans pour autant quitter leur village.

En outre, du fait de l'absence des hommes partis travailler à l'étranger, le nombre de foyers dirigés par des femmes ne cesse d'augmenter dans les zones rurales des Tonga. Les envois de fonds effectués de l'étranger, aussi réguliers soient-ils, ne suffisent pas nécessairement pour subvenir aux besoins des familles restées au village. En conséquence, les femmes sont de plus en plus souvent amenées à pourvoir aux besoins alimentaires quotidiens de leurs familles et à se procurer des revenus pour payer les frais de scolarité de leurs enfants, contribuer au financement des activités de la paroisse et couvrir les dépenses de base.

On peut se demander si les activités des femmes tonganes qui pratiquent la pêche se sont diversifiées récemment ou si dans le passé, à une époque où les traditions jouaient un rôle déterminant, elles effectuaient déjà des tâches jugées masculines. Depuis le début du XXe siècle, les pêcheurs ont vu leur statut social se dégrader tandis que celui des agriculteurs gagnait en importance (Bataille-Benguigui 1992) et l'économie est de plus en plus axée sur les activités de rente. Les rôles sociaux respectifs des hommes et des femmes ont été redéfinis, de sorte que les femmes peuvent désormais prendre part aux activités de pêche. Toutefois la détérioration du statut social des pêcheurs pourrait limiter le développement futur de la petite pêche artisanale aux Tonga, au profit d'autres secteurs plus rémunérateurs et financièrement plus attractifs, comme les pêches maritimes ou l'agriculture. En conséquence, les pêches récifo-lagunaires pourraient encore perdre de l'importance aux Tonga. Il parait donc impossible d'émettre la moindre hypothèse quant au rôle futur des femmes dans le secteur des pêches et à leur éventuelle participation aux activités des pêcheries artisanales commerciales.

## Bibliographie

- Bataille-Benguigui, M.-C. 1988. The fish of Tonga: Prey or social partners? *Journal of the Polynesian Society* 97(2):185-198.
- Bataille-Benguigui, M.-C. 1992. Pêcheurs de terre, la mer dans la pensée Tongienne. *Études rurales* 127-128:55-73.
- Chapman, M.D. 1987. Women's fishing in Oceania. *Human Ecology* 15(3):267-288.
- Dalzell, P., T.J.H. Adams and N.V.C. Polunin. 1996. Coastal fisheries in the Pacific Islands. *Oceanography and Marine Biology: An Annual Review* 34:359-531.
- Dye, T. 1983. Fish and fishing on Niuatoputapu. *Oceania* 53(3):242-271.
- Lal, P.N. and C. Slatter. 1982. ESCAP/FAO project in improving the socio-economic condition of women in fisheries: Relevance to the Fiji study to other South Pacific countries. *SPC Fisheries* 14/W.P. 30, 3.08.1982.

Matthews, E. 1991. Women and fishing in traditional Pacific Island cultures. South Pacific Commission, Fisheries 23, Information Paper 14.

Oliver, D.L. 1989. Oceania: The native cultures of Australia and the Pacific Islands. Honolulu: University of Hawaii Press. 1275p.

Ram, V. 1993. Women in commercial fisheries in the South Pacific. In: G.R. South and G. Rao (eds). *Marine resources and development*. PIMRIS, USP Library, Suva, Fiji: 105-121.

Rawlinson, N.F.J., D.A. Milton, S.J.M Blaber, A. Sesewa and S.P. Sharma. 1994. A survey of the subsistence and artisanal fisheries in rural areas of Viti Levu, Fiji. *ACIAR Monograph No. 35*, Australian Centre for International Agricultural Research, Canberra.

Schoeffel, P. 1985. Women in the fisheries of the South Pacific. In: *Women in Development in the South Pacific: Barriers and opportunities*. Development Studies Centre, Australian National University Canberra, Australia.

Tonga, N., M. Naqasima-Sobey and N. Quinn. 2000. Local marine biological knowledge and management practices in Hihifo village, Ha'apai, Kingdom of Tonga. *SPC Women in Fisheries Information Bulletin* 7:9-13.

Vunisea, A. 1997. Women's changing fishing participation. In: G.R. South (ed), *Symposium on sustainable harvest of Fiji's marine resources*, Suva, Fiji, 20th March 1997: 9-13.

Women in Fisheries Network, 11.06.2002, Pacific Issue on Women, [www.wifn.org.fj](http://www.wifn.org.fj)



## Un avenir bien sombre : les femmes des communautés de pêcheurs au Pakistan victimes d'une marginalisation grandissante

Mohammad Ali Shah, *Pakistan Fisherfolk Forum (PFF)*

Source: *Yemaya* 9, Avril 2002

Les communautés de pêcheurs au Pakistan sont beaucoup plus libérales que les communautés agricoles. Elles pratiquaient autrefois la propriété commune et ignoraient quasiment la propriété privée. Il n'y avait alors aucune discrimination à l'encontre de femmes, qui étaient virtuellement chefs de famille et étaient responsables de la distribution du produit de la pêche. Contrairement aux usages en vigueur dans d'autres collectivités rurales, les femmes n'étaient pas contraintes de porter le voile et bénéficiaient d'une grande liberté. Les hommes consacrant beaucoup de temps à la pêche, elles remplissaient d'importantes fonctions au sein de la cellule familiale et étaient chargées de régler les problèmes de la famille.

Certaines d'entre elles exerçaient non seulement des fonctions de chefs de famille, mais étaient aussi à la tête de leur village ou de leur caste. Les membres de la communauté, hommes compris, portaient le nom de leur mère et pas celui de leur père, pratique qui a perduré jusqu'à nos jours. De même, certains des groupes qui composent la caste des pêcheurs tirent leur nom de femmes. Karachi, cité maritime du Pakistan et préfecture de la province de Sindh, doit aussi son nom à une femme, Mai Kalochi, chef du petit village de pêcheur sur le site duquel la ville a été édiflée. On dit qu'elle dirigeait les activités de pêche et exerçait d'autres activités commerciales.

Aujourd'hui, cependant, on observe deux tendances distinctes : les communautés qui pratiquent traditionnellement la pêche font toujours preuve d'ouverture d'esprit à l'égard des femmes et s'opposent en cela aux nombreuses communautés agricoles qui tirent leur subsistance de la pêche depuis qu'elles ont été contraintes d'abandonner les zones agricoles qu'elles exploitaient dans le delta de l'Indus. De fait, les sociétés agricoles ont généralement une attitude très rigide à l'égard des femmes.

Les femmes sont considérées comme des biens dont les hommes sont propriétaires et sont souvent confinées dans leur maison au nom de la morale et de la décence. Nombre de ces valeurs propres aux sociétés agricoles se sont peu à peu transmises aux communautés de pêcheurs.

### Les femmes et la pêche

Dans le passé, les femmes accompagnaient souvent les hommes de leur famille lors de leurs sorties de pêche. Il n'y avait pas à proprement parler de répartition des tâches entre les hommes et les femmes. Les pêcheurs partaient pêcher en famille aux abords des situées au large des côtes, et tous les membres de la famille participaient aux activités de pêche, de nettoyage et de séchage du poisson. Lorsque la pêche se pratiquait à l'aide de grands filets, hommes et femmes jetaient et ramenaient ensemble les filets.

Une fois rentrées au village, les femmes vendaient le poisson sur les marchés locaux ou plus éloignés, tandis

que les hommes continuaient à pêcher. Lorsque les hommes s'absentaient pour des campagnes de pêche prolongées de 10 à 20 jours, les femmes restaient à la maison et pêchaient, quoique à une plus petite échelle, dans les eaux côtières peu profondes. Dans les régions côtières de la province de Sindh, les femmes pêchaient au filet dans les petits cours d'eau situés à proximité de la côte. Toutefois, avec la commercialisation de la pêche, et l'arrivée de pêcheurs (non autochtones) venus de l'extérieur, les femmes ont peu à peu été exclues des activités de pêche. L'industrialisation aidant, la pêche n'est plus aujourd'hui une activité à dominante familiale au Pakistan, et les femmes ont pratiquement cessé d'exercer les fonctions familiales qui leur étaient traditionnellement dévolues dans les communautés de pêcheurs.

### Les femmes et la fabrication des filets

Dans le sous-continent indien, les femmes des temps préhistoriques étaient, dit-on, chargées de la confection des filets et des nasses, entre autres. Les tout premiers filets étaient fabriqués avec des fibres végétales ramassées dans la jungle, avant l'introduction, bien plus tard, du fil de coton. Par la suite, les femmes des communautés de pêcheurs ont continué de fabriquer des filets, même après s'être plus ou moins retirées des activités de pêche pour se consacrer davantage à l'entretien du ménage, et en tiraient des revenus réguliers. Elles étaient payées pour les filets qu'elles fabriquaient, y compris par les membres de leur propre famille.

Les femmes se procuraient ainsi des revenus stables et réguliers, bien que modestes, dont le montant était fonction de la complexité, de la résistance et du poids du filet. Lorsque les filets étaient entièrement faits en coton, elles gagnaient entre 5 et 10 roupies pakistanaises par jour, ce qui, à l'époque, représentait un pouvoir d'achat très élevé. Leurs revenus étaient réguliers, puisque le travail ne manquait pas. Les acheteurs passaient leurs commandes en plusieurs étapes. Les sections de filet étaient ensuite cousues ensemble pour constituer un filet de plus grande taille.

Toutefois, dès la fin des années 60, le processus de modernisation a commencé à influencer de manière négative sur la situation des femmes qui fabriquaient des filets. Elles ont finalement été exclues de la profession, tout comme elles l'avaient été des activités de pêche. En un premier temps, le Pakistan a commencé à importer des filets en nylon et par la suite, des usines fabriquant des filets de pêche en nylon se sont implantées à Karachi. Ces filets se sont très vite substitués aux filets traditionnels en coton, et la chute de la demande de filets en coton qui en a résulté a privé nombre de femmes de leur principale source de revenu. À l'époque, les pouvoirs publics n'ont jamais pensé ou même envisagé de créer des sources de revenu subsidiaires pour les femmes concernées.

Au début des années 70, les femmes avaient été définitivement exclues de ce secteur d'activité. Aujourd'hui, rares sont ceux qui se souviennent de ces femmes qui fabriquaient avec habileté des filets de pêche et vivaient de leur travail. L'impact de l'introduction des filets en nylon sur les communautés de pêcheurs revêt des dimensions multiples. Les femmes en particulier ont été très durement touchées par l'arrêt brutal de cette activité rémunératrice.

### Activités en aval de la pêche

De tout temps, les femmes ont participé aux activités en aval de la pêche comme le séchage ou le nettoyage du poisson. Elles travaillaient autrefois dans les usines qui fabriquent des aliments à base de poisson ou des farines de poisson pour les élevages de volaille, ou encore dans le secteur de la transformation des crabes destinés à l'exportation. Les crabes sont capturés dans les racines des palétuviers et sont conservés dans des paniers recouverts de feuilles de palétuvier jusqu'à leur transformation. Cette dernière étape consiste à les faire bouillir et à en extraire la chair dont on remplit ensuite des sacs en plastique que l'on place dans de la glace. Les femmes étaient chargées d'extraire la chair des crabes, tandis que les hommes remplissaient les sacs avant congélation. Toutefois, les femmes ont peu à peu perdu les emplois qu'elles occupaient dans les usines de transformation des produits de la mer et les ateliers de nettoyage du poisson, au profit de travailleurs migrants en situation irrégulière venus du Bangladesh et de Birmanie. Ces derniers sont prêts à tout pour trouver un emploi et acceptent de travailler pour la moitié du salaire

normal et dans des conditions contraires aux règles en vigueur sur le marché du travail. Les travailleurs migrants qui se sont installés dans les zones côtières de Karachi ont ainsi contribué à la baisse des revenus des femmes des communautés locales de pêcheurs.

### Le rôle des pouvoirs publics

Le recul du rôle des femmes dans le secteur des pêches a entraîné une dégradation de leur statut et de l'influence qu'elles exerçaient traditionnellement au sein des communautés de pêcheurs. Les femmes ne gèrent plus le secteur comme ce fut le cas dans le passé. Seules quelques-unes sont aujourd'hui salariées dans des entreprises de décorticage de crevettes et de fabrication de filets ou de nasses. Leur situation économique s'est détériorée au point que la pauvreté a pris des proportions endémiques parmi les femmes. Le gouvernement n'a engagé aucune politique ni aucun programme visant à améliorer la situation socioéconomique des femmes travaillant dans la filière pêche. Il n'est fait aucune référence aux femmes des communautés de pêcheurs dans les documents de politique générale, lois, réglementations et autres textes officiels en vigueur dans le pays, ce qui témoigne de l'absence totale de considération des pouvoirs publics pour le rôle des femmes dans ce secteur. À titre d'exemple, le guide des statistiques halieutiques du Pakistan, publication annuelle du service des pêches maritimes, dont la dernière édition remonte à 1993, ne contient pas la moindre mention des femmes, alors qu'un chapitre entier est consacré aux hommes pratiquant la pêche.

## A mesure de l'appauvrissement des stocks de poissons, les chercheurs se tournent vers une richesse encore inexploitée : les femmes

Source: *Future Harvest*, 4 avril 2002

Depuis les petits bassins piscicoles du Bangladesh jusqu'aux flottilles de pêche hauturière opérant au large des côtes atlantiques de l'Afrique, les femmes travaillant dans le secteur des pêches contribuent à l'évolution rapide d'un des maillons les plus fortement ancrés dans la tradition de la filière alimentaire mondiale. L'évolution des pratiques de pêche et des techniques aquacoles relativement nouvelles est annonciatrice, selon les chercheurs, de perspectives et de défis nouveaux. Toutefois les repères susceptibles de guider l'évolution future des pêches sont plutôt rares.

“La communauté internationale prête une attention grandissante aux femmes et à la contribution qu'elles apportent à la bonne santé du secteur mondial des pêches”, déclare Meryl Williams, directrice générale du World Fish Center, basé à Penang (Malaisie). “Toutefois, nos connaissances sont encore sommaires et notre capacité à établir un vrai dialogue sur cette question demeure limitée”, ajoute-t-elle. “L'image du pêcheur machiste, qui a fortement influencé notre conception des choses jusqu'à une période récente, est en train d'évoluer rapidement”. Meryl Williams estime à au moins 50 millions le nombre de femmes qui travaillent dans le secteur des pêches dans les pays en développement. Elles occupent le plus souvent des emplois mal rémunérés, mais néanmoins importants (fabrication de filets, transformation et commercialisation des produits de la mer). Déjà aux prises avec la pauvreté, ces femmes vont

très certainement voir leurs conditions de vie se détériorer davantage du fait de la mondialisation, de l'appauvrissement des ressources halieutiques et de la concurrence des flottilles de pêche modernes, estime Meryl Williams.

Meryl Williams observe par ailleurs que la plupart des femmes qui travaillent dans le secteur des pêches n'ont pas suffisamment accès aux outils et aux crédits dont elles ont besoin, ne sont pas entendues des décideurs, et ont bien du mal à suivre une formation. Selon elle, pour réussir dans un monde où la tendance à la privatisation s'accroît et où le subventionnement du secteur de la pêche est en passe de disparaître, les femmes vont devoir obtenir une aide beaucoup plus généreuse. “Pourtant, à ce jour, les groupes qui étaient censés leur venir en aide n'ont strictement rien fait”, déplore-t-elle.

### Bas salaire, insécurité et forts taux de SIDA

Stella Williams, économiste à l'Université Obafemi Awolowo du Nigéria, souligne que les programmes axés sur la prise en compte des sexospécificités s'intéressent rarement aux femmes qui travaillent dans le secteur des pêches, et que les programmes mis en œuvre dans ce domaine ont tardé à prendre des mesures destinées à améliorer leur sort. “Dans les pays en développement”, précise-t-elle, “les femmes qui travaillent dans la filière pêche sont employées pour la plupart dans le secteur



parallèle, où elles perçoivent de faibles salaires et n'ont pratiquement aucune sécurité d'emploi. La plupart d'entre elles sont très largement sous-payées par rapport aux hommes, et n'ont pas toujours accès comme eux aux services qui leur permettraient d'accroître la rentabilité de leur travail."

"Lorsqu'il y a intensification ou mécanisation des activités de pêche, les hommes sont généralement les premiers à en profiter", ajoute Lyn Lambeth, anciennement chargée de la pêche en milieu communautaire au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, en Nouvelle-Calédonie. "Lorsque les femmes trouvent du travail dans le secteur productif, par exemple dans les usines de transformation du thon implantées dans le Pacifique, il s'agit le plus souvent d'emplois à la chaîne mal payés."

Ironiquement, l'infection par le VIH/SIDA est un des rares domaines dans lesquels les femmes ne semblent pas à en rester par rapport aux hommes. Des études épidémiologiques montrent que les pêcheurs font partie des groupes les plus exposés au risque d'infection par le VIH et qu'ils transmettent le virus à leurs partenaires sexuels. On pense que le phénomène est lié à la longueur des campagnes de pêche, à la fréquentation des prostituées et à l'usage de drogues. En Tanzanie, les employés de la filière pêche ont cinq fois plus de risques de mourir du SIDA que les travailleurs agricoles.

### Les bonnes nouvelles

Bien que les femmes soient encore très largement à la traîne des hommes dans la plupart des domaines de la filière pêche, il y a malgré tout, selon Ida Siason, vice-recteur de l'Université des Philippines, des points positifs, notamment dans le secteur piscicole, où le statut des femmes a progressé. Des réseaux d'experts ont été mis en place au Cambodge, au Laos, en Thaïlande, au Viet Nam et aux Philippines pour venir en aide aux femmes. Les nouvelles technologies peuvent aussi contribuer à améliorer le sort des femmes. Ainsi, au Bangladesh, seul pays au monde où l'espérance de vie des hommes est supérieure à celle des femmes, la création de petits bassins d'élevage privés permet

aujourd'hui à des milliers de femmes de prendre leur vie en main. La pisciculture aide les femmes à nourrir leur famille et leur permet de surcroît d'obtenir des revenus dont elles ont grand besoin, sans parler du plaisir qu'elles éprouvent à élever de beaux poissons comme la carpe argentée et le tilapia.

Les progrès sont cependant très inégaux. Les résultats des projets de gestion communautaire des petites masses d'eau intérieures saisonnières indiquent que les tentatives visant à responsabiliser les femmes dans le cadre de projets de gestion par les femmes ont très largement échoué dans la mesure où les femmes chargées de la gestion des ressources n'étaient pas respectées. Les comités de gestion composés de représentants des deux sexes ont apparemment mieux fonctionné.

"La solution à nombre de problèmes passe par la coopération", déclare Madame Williams. "Il faut entreprendre de nouvelles recherches dans le secteur halieutique afin d'élaborer des mesures, des programmes et des politiques qui tiennent compte de l'ensemble des questions relatives aux sexes. On ne résoudra rien si on ne s'intéresse qu'au sort des femmes."

Mme Williams rappelle cependant que le rôle des femmes dans le secteur des pêches, et plus généralement au sein de la société, est en pleine évolution. Il importe, par conséquent, de veiller à ce que les femmes bénéficient d'une plus grande égalité de traitement par rapport aux hommes et puissent aussi trouver du travail dans des secteurs autres que la pêche vivrière. "Pour y parvenir", ajoute-t-elle, "il est indispensable d'associer davantage de femmes au processus décisionnel, afin de garantir la survie et le développement harmonieux de l'industrie mondiale de la pêche."

"Les stocks mondiaux de poissons ne cessent de s'appauvrir", rappelle Meryl Williams, "et la science peut nous fournir les technologies qui permettront de trouver une solution. Cela étant, les meilleures technologies du monde ne suffiront pas à résoudre tous ces problèmes tant que les femmes qui travaillent dans le secteur des pêches ne se verront pas accorder les mêmes chances que les hommes."

## La situation des femmes évolue : les revenus que les femmes tirent de la transformation de la chair de crabe entraînent des changements socioéconomiques et culturels dans certaines régions de l'Etat du Para (Brésil)

*Denise Machado Cardoso, Département d'anthropologie de l'Université fédérale de Para, Brésil*

Source: *Yemaya* 10, août 2002

Le travail des femmes des communautés de pêcheurs ne bénéficie d'aucune véritable reconnaissance, en particulier lorsqu'il consiste à transformer des mollusques et crustacés. Parmi les nombreux facteurs responsables de cette situation, figure notamment la répartition traditionnelle des tâches entre hommes et femmes dans ces communautés. Alors que les femmes restent à terre et s'occupent des "corvées", les hommes se réservent les activités de pêche en mer, bien plus prestigieuses. La réparation et l'entretien des filets et la préparation et le salage du poisson sont souvent rabaisées au rang de simples tâches, mais ne sont pas perçues comme un travail à part entière.

La participation des femmes aux activités productives est donc considérée comme négligeable.

En dépit de son importance, le travail des femmes de Guarajubal qui travaillent dans le secteur de la transformation des produits de la mer n'est reconnu ni par leurs compagnons ni même par les femmes. Outre les raisons évoquées plus haut, les femmes elles-mêmes se refusent à troubler l'ordre social établi.

Les femmes qui travaillent dans le secteur de la transformation n'admettent pas ouvertement l'importance de

leur travail car cela équivaudrait à dire que leurs conjoints sont incapables de remplir leurs obligations de chefs de famille et de subvenir à leurs besoins. À l'échelle familiale, les femmes jouent un rôle majeur au plan décisionnel. Pourtant, une analyse approfondie révèle qu'elles ont malgré tout tendance à reconnaître un plus grand pouvoir aux hommes.

Les habitants de Guarajubal, à l'instar d'autres communautés de pêcheurs, ne vivent pas que de pêche et pratiquent aussi l'agriculture et la chasse à des fins de subsistance. Situé sur la côte de l'État du Pará, dans le nord-est du Brésil, le village de Guarajubal fait partie de la municipalité de Marapanim. Cette dernière est traversée par de nombreuses rivières et ruisseaux et abrite de vastes mangroves. On y pêche depuis fort longtemps du poisson, des crevettes, des crabes et d'autres espèces de mollusques et crustacés. La pêche du crabe a pris beaucoup d'importance durant la dernière décennie.

Le travail des femmes commence dès que les crabes ont été capturés dans les zones marécageuses proches du village et s'achève avec le conditionnement de la chair de crabe dans des emballages en plastique. Les activités de capture et de transformation du crabe ont commencé il y a quelques années à Marapanim et ont entraîné depuis des changements d'ordre socioculturel dans les nombreuses bourgades que compte la municipalité.

Les femmes qui travaillent dans le secteur de la transformation du crabe sont pour la plupart en bonne santé, adultes, mariées et mères de famille et peuvent, grâce à cette activité, se procurer des revenus sans avoir à trop s'éloigner de leur domicile. Les femmes mariées ont plus de difficultés à concilier leurs activités professionnelles (ramassage et transformation) et les tâches non rémunératrices liées à l'entretien du ménage (enfants, cuisine, jardinage, élevage, etc.) que les femmes célibataires sans enfants qui n'hésitent pas à aller chercher du travail hors du village, dans le centre administratif de la municipalité de Marapanim ou dans d'autres villes du Pará.

Les femmes commencent à travailler dès l'aube. Elles s'attaquent d'abord aux tâches ménagères, préparent le repas, font la lessive, s'occupent de leurs enfants, de la couture et entretiennent l'équipement de pêche. Elles partent travailler après le déjeuner et ne rentrent que le soir. En règle générale, la capture des crabes incombe aux hommes, qui les extraient à la main de leur terrier, tandis que les femmes ont pour tâche de retirer la chair des crabes de leur carapace. La chair est ensuite stockée avant d'être livrée aux intermédiaires, appelés marreteiros, qui détiennent généralement le monopole de ce commerce.

Les femmes débutent parfois dans le secteur en accompagnant leurs proches ou leurs voisins, sous prétexte de les aider. Cette aide ne consiste pas tant à travailler avec eux qu'à leur tenir compagnie pour rendre leur travail plus agréable. Elle relève donc davantage d'un loisir que d'une véritable volonté de réduire la charge de travail des personnes occupées à préparer la chair des crabes. Les enfants participent eux aussi aux activités de transformation pour aider leurs mères. La technique est ensei-

gnée aux filles plus souvent qu'aux garçons, qui préfèrent s'occuper de tâches dites « masculines ».

La transformation des crabes requiert de la patience. La quantité quotidienne de chair de crabe traitée est fonction du temps que l'on y consacre. Il faut compter jusqu'à six heures de travail pour décortiquer 120 crabes, soit environ deux kilos de chair. Les femmes doivent faire preuve d'une grande persévérance pour effectuer cette tâche répétitive, qui peut occasionner des blessures et notamment de fréquentes coupures aux doigts, tout en s'occupant de leurs jeunes enfants.

Bien que cette activité présente des risques et leur impose des conditions de travail difficiles, les femmes n'ont guère d'autre choix, les possibilités d'emploi rémunéré étant pratiquement inexistantes dans la région. Malgré ces difficultés, elles sont conscientes des changements positifs que les activités de transformation du crabe ont induits dans leur vie comme dans celle leur famille. Ces changements, à la fois socioéconomiques et culturels, sont évidents : les femmes ont vu leur statut socioéconomique s'améliorer et jouissent désormais d'un plus grand pouvoir décisionnel au sein de la cellule familiale.

Aujourd'hui, c'est principalement aux femmes de Guarajubal qu'il appartient de décider du nombre d'enfants qu'elles souhaitent. Ce changement résulte directement de la place grandissante qu'occupent désormais les femmes mariées sur le marché du travail et de l'accroissement de leur pouvoir d'achat. Il va sans dire que d'autres facteurs, comme la télévision, par exemple, ont également influé sur l'évolution des comportements des habitants de Guarajubal.

Outre le choix du nombre d'enfants désirés, les femmes de Guarajubal s'affirment aussi dans d'autres domaines, en particulier face aux actes de violence conjugale dont elles sont victimes. Si on compare leur situation à celle des femmes des autres communautés de la municipalité de Marapanim, on constate que les femmes mariées de Guarajubal qui travaillent dans le secteur de la transformation du crabe et gagnent de l'argent s'opposent plus facilement à l'agressivité de leurs compagnons que les femmes qui n'exercent pas cette activité.

La transformation de la chair de crabe (*massa de carangueijo*) a entraîné bon nombre de changements dans la vie des populations de l'État du Pará. Jusque récemment, les femmes n'avaient guère de chances de trouver un emploi rémunéré. Aujourd'hui, elles réussissent à concilier leurs activités professionnelles et leurs rôles traditionnels de mères de famille et d'épouses.

Les acteurs du secteur de la transformation du crabe sont conscients cependant que toute augmentation de la production pourrait à terme compromettre la pérennité de l'espèce exploitée. Les pouvoirs publics, qui sont pour le moment indifférents au problème, devront peut-être envisager d'interdire la pêche du crabe à certaines périodes de l'année.

## Les actes du Colloque mondial sur le rôle des femmes dans le secteur des pêches sont disponibles

Les actes du colloque mondial sur le rôle des femmes dans le secteur des pêches sont disponibles sur le site web de l'ICLARM ([www.iclarm.org/Pubs/Wif/pub\\_wifglobal.htm](http://www.iclarm.org/Pubs/Wif/pub_wifglobal.htm)) en format pdf.

Meryl Williams, directrice générale de l'ICLARM, écrit à ce sujet :

Partout dans le monde, les femmes contribuent de multiples manières à la production, à la transformation, à la commercialisation et à la gestion des ressources halieutiques et autres ressources aquatiques vivantes. Le premier Colloque mondial sur le rôle des femmes dans le secteur des pêches, tenu à Kaohsiung (Taiwan) le 29 novembre 2001, a donné lieu à la compilation d'un recueil de documents sur le rôle des femmes dans le secteur des pêches. Toutefois, la portée des actes du colloque dépasse le cadre initial de celui-ci, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, les communications présentées à l'occasion du colloque ont été révisées; elles sont présentées sous une forme plus détaillée et sont plus riches en informations que les brèves interventions entendues lors du colloque. Ces nouvelles versions écrites intègrent par ailleurs les observations formulées pendant les débats qui ont eu lieu dans le cadre, et en marge, du colloque. Deuxièmement, deux documents supplémentaires qui nous ont été envoyés d'Afrique sont publiés dans ce recueil et viennent ainsi compléter la documentation très riche dont nous disposions déjà sur le rôle des femmes africaines dans la filière pêche. Le lecteur puisera dans ce recueil de très nombreuses informations, présentées toutefois sous une forme hétérogène, que les auteurs ont obtenues de multiples sources. Certaines sont extraites d'études ou de travaux de recherche, mais la plupart sont tirées de l'expérience directe des auteurs ou de documents publiés le plus souvent dans des rapports sur des projets de valorisation des pêches, des quotidiens ou des ouvrages de référence traitant de questions dont la portée dépasse largement le secteur des pêches. En effet, nos connaissances sur les rôles respectifs des hommes et des femmes dans le secteur des pêches nous viennent de documents qui, pour la plupart, n'avaient pas pour objectif premier d'analyser cette question de manière rigoureuse et portaient plutôt sur d'autres aspects des pêches. C'est indirectement qu'ils nous ont montré, au travers d'éléments descriptifs, combien le rôle des femmes dans le secteur des pêches était important.

Les documents présentés dans les actes du colloque sont classés par région géographique et la table des matières contient un index thématique.

# Méthodes de pêche traditionnelles

## Usages traditionnels des plantes pour la pêche en Micronésie

Mark Merlin, programme de biologie, Université d'Hawaii à Manoa



Historiquement, pour les chercheurs des pays occidentaux et d'ailleurs, la vaste région du Pacifique qui s'étend au-delà de l'Asie du Sud-Est et de l'Australie se divise en trois sous-régions : la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie.

Plus récemment, en se fondant sur un certain nombre de caractéristiques (p. ex., les langues, la poterie et l'emplacement des les dans l'immensité du Pacifique),

Green (1991) et d'autres spécialistes ont proposé de redécouper la carte en deux parties : la "proche Océanie", qui comprend l'Australie et la Mélanésie occidentale, région colonisée il y a quelque 60 000 ans lors de la deuxième grande vague de migration humaine vers des terres encore inhabitées (Roberts, 1998), et "l'Océanie lointaine", qui englobe les innombrables les faisant partie de la Mélanésie orientale (de l'est des Îles Salomon aux Îles Fidji) ainsi que toutes les les appartenant à la Polynésie et à la Micronésie.

La découverte et la colonisation des nombreuses les hautes et basses de l'Océanie lointaine ne remontent qu'à environ 3 800 à 1 000 ans. Ce furent des découvertes exploratoires difficiles réalisées par des peuples que l'on appelle collectivement "Australonésiens" (ou lors de périodes antérieures, par les Lapita). Ces peuples avaient un patrimoine linguistique commun (anciennement connu comme le groupe malayo-polynésien) et partageaient plusieurs autres traits culturels, non le moindre étant le fait que leur présence donnait lieu à la création de paysages relativement semblables constitués d'agroforêts, de marais irrigués et de champs cultivés.

On croit que les Australonésiens seraient venus de quelque part en Asie du Sud-Est (peut-être de ce qui est aujourd'hui Taiwan ou des environs). Ces peuples marins avaient besoin de trois choses pour traverser à la voile d'immenses étendues de l'océan Pacifique.

Premièrement, bien entendu, ils ont dû apprendre à fabriquer des embarcations durables en état de prendre la mer. À l'aide de matières végétales et d'outils en pierre, ils ont construit des pirogues dont la stabilité était assurée par un balancier ou, dans le cas de certaines parties de la Polynésie et de la Mélanésie orientale, par une

grande double coque très robuste. De plus, en parcourant de grandes distances, ces marins ont acquis de vastes connaissances dans le domaine de la navigation, connaissances qui furent transmises d'une génération à l'autre. Deuxièmement, ils ont introduit avec succès divers plantes d'origine cultivées au moyen de graines ou de boutures, et ont mis à profit leurs connaissances horticoles pour obtenir des sources renouvelables d'aliments riches en glucides. Troisièmement et ce qui importe le plus pour cet article, ces premiers peuples insulaires ont appris à maîtriser les techniques leur permettant de récolter des animaux comestibles sur les récifs aussi bien que dans les lagons et en haute mer.

En plus des plantes domestiques qu'ils ont eux-mêmes introduites, les premiers Austronésiens ont utilisé de nombreuses espèces indigènes. Avec le temps, sur toutes les îles de l'Océanie lointaine colonisées par ces peuples, notamment en Micronésie, des liens complexes et étroits se sont tissés entre les hommes, les plantes et les animaux.

Cet article passe brièvement en revue les usages de ces plantes, qu'il s'agisse d'espèces indigènes ou introduites, dans la mesure où ils ont un lien quelconque avec les principales activités de pêche pratiquées dans les zones micronésiennes de l'Océanie lointaine. Des plantes y sont utilisées (ou dans certains cas le furent autrefois) pour fabriquer de nombreux types d'engins et de matériaux destinés à la collecte d'organismes marins comestibles (p. ex., harpons, filets, pièges, cannes à pêche, lignes de pêche, hameçons et poisons).

### Plantes utilisées pour la pêche en Micronésie

Les renseignements ci-dessous proviennent de diverses sources. Il ne s'agit aucunement d'une liste exhaustive des usages auxquels servent les plantes pour la pêche dans la région ni, bien entendu, des nombreuses autres fins pour lesquelles la plupart de ces plantes sont traditionnellement recueillies en Micronésie et dans le reste de l'Océanie lointaine.

### Engins de pêche : cannes, lignes, filets, flotteurs, pièges, flambeaux, harpons, lunettes de plongée et leurres

*Allophylus timoriensis* – Avec le bois de cet arbre, on fabrique des pièges à Ifaluk et des cannes à pêche aux îles Marshall.



*Artocarpus artilis* – À Woleai, les feuilles de l'arbre à pain servent à la confection d'un cerf-volant utilisé pour la pêche à la trane et en tant que leurre. Le tronc et les grandes branches de cet arbre, dont le bois résiste aux insectes, sont employés à Chuuk (et sur d'autres îles) pour fabriquer la coque de petites embarcations de pêche.

*Bambusa vulgaris* – À Yap, on utilise le bambou pour fabriquer des pièges et pour maintenir les filets ouverts et, sur certaines îles, à Chuuk et à Kiribati notamment, on s'en sert pour faire des cannes à pêche et des flotteurs pour filets de pêche.

*Bruguiera gymnorhiza* – Aux îles Marshall, le fruit de cet arbre de mangrove sert au renforcement des filets de pêche, et à Kiribati, son bois sert à la fabrication de cannes à pêche.

*Calophyllum inophyllum* – Dans certains atolls, tels que Namoluk dans les îles Carolines centrales, de même qu'à Kiribati, le bois est traditionnellement utilisé pour fabriquer des lunettes de plongée pour la chasse au fusil-harpon. À Kiribati, on emploie des pousses de cet arbre pour fabriquer des cannes à pêche et des cadres d'épuisette.

*Casuarina equisetifolia* – À Kiribati, le bois lourd et dense de cet arbre sert parfois à la fabrication de cannes à pêche.

*Clerodendrum inerme* – Cet arbuste grimpant ou tentaculaire est employé sur certaines îles, notamment à Ifaluk et à Chuuk, pour fabriquer des pièges à poissons. Aux îles Marshall, son bois sert à la fabrication de cannes à pêche ainsi que de pièges (tout comme *Pemphis acidula* et *Allophylus timoriensis*). À Kiribati, selon certains, les branches de cet arbuste sont utilisées pour confectionner des pièges à poissons, des cannes à pêche et des cadres d'épuisette.



*Cocos nucifera* – Les cocotiers sont des arbres extrêmement utiles. À Yap, on utilise les tiges pour faire des harpons, tandis que la coquille de la noix de coco sert à la fabrication de hameçons. À Ulithi, de la fibre de coco tressée est utilisée pour guider les bancs de poissons vers des pièges, et les pêcheurs brûlent les palmes pour s'éclairer la nuit. De plus, on fabrique des hameçons d'une seule pièce à partir de la coquille de noix de coco. À Namoluk, le bois de cocotier sert à la fabrication de harpons et à Kosrae, les palmes sont traditionnellement utilisées en tant que flambeaux pour la pêche nocturne. À Kiribati, les arbrisseaux servent à la confection de cannes à pêche et le bois sert à la fabrication de flotteurs pour les filets de pêche.

*Crinun asiaticum* – À Yap, la partie blanche et brillante à la base des feuilles de ce grand lis bulbeux est utilisée en tant que leurre pour recouvrir les hameçons. Sur certaines îles, notamment à Guam, cette plante a peut-être servi de remède contre une maladie causée par la consommation de poisson toxique. À Namoluk, la tige de cette plante, qui est recouverte d'une "peau" creuse, sert à fabriquer des lignes de trane pour la pêche hauturière.

*Cyperus laevigatus* – Sur l'île d'Onotoa à Kiribati, on utilisait cette forme indigène de "souchet" pour tisser des filets et des lignes de pêche.



*Derris trifoliata* – À Kosrae, la tige de cette plante ligneuse et tentaculaire – souvent employée pour empoisonner les poissons – est parfois utilisée pour lier des bottes de feuilles de palmier nipa ou pour immobiliser des crabes de mangrove lorsque de la fibre de *Hibiscus tiliaceus* n'est pas disponible.

*Dodonaea viscosa* – À Kiribati, les tiges de cette plante ligneuse très répandue servent à fabriquer des cannes à pêche et des cadres d'épuisette.

*Enhalus acorides* – Sur certaines îles, notamment à Yap, Chuuk et Pohnpei, des ballots de fibres vasculaires (ou feuilles résistantes) de cette herbe marine servent à la confection de filets durables destinés à la capture de poissons de récif. Les femmes qui comptent aller dans l'océan utilisent également cette plante comme remède préventif.

*Ficus prolixa* – Ce figuier ou banyan est un arbre indigène de grande taille qui est parfois énorme. À Ifaluk, les fibres résistantes de ses racines serviraient à la confection de leurres. À Puluwat, les racines aériennes seraient parfois utilisées pour fabriquer de grands filets pour la pêche à la senne.

*Ficus tinctoria* – À Ulithi, Ifaluk, Kosrae et peut-être ailleurs, on fabrique des leurres ou des appâts à partir des fibres fines provenant de l'écorce de ce figuier. À Puluwat, le bois de cet arbre sert à fabriquer des pièges à poissons et ses racines aériennes, semblables à de la corde, étaient autrefois utilisées pour les battues. À Kiribati, on utilise ses racines souples pour confectionner des cadres d'épuisette et parfois des cannes à pêche.

*Hernandia nymphaeifolia* – De taille imposante, cet arbre côtier indigène est parfois utilisé à Kiribati pour fabriquer des cannes à pêche.

*Hibiscus tiliaceus* – À Yap, le bois léger de cet arbuste tropical, qui ne pourrit pas rapidement, est parfois taillé en petits morceaux pour fabriquer des flotteurs et des cadres de filets de pêche. À Chuuk, on s'en sert également pour faire des cannes à pêche, des flotteurs et des cadres de filets, comme ceux destinés à la capture de poissons volants. À Puluwat, où l'arbuste pousse principalement dans les dépressions marécageuses de l'Ilot Alei, on en utilise le bois pour fabriquer des flotteurs pour filets de pêche. À Pohnpei, après l'introduction de cette espèce par l'homme, il aurait remplacé les fibres de noix de coco dans la confection des filets. À Kosrae, le bois sert à la fabrication de flotteurs et de cannes à pêche, tandis qu'aux Îles Marshall, il sert à confectionner des cadres de filets utilisés pour la capture de poissons volants. Il est également utilisé pour fabriquer des flotteurs destinés à retenir de la ficelle submergée sur laquelle se fixent des mollusques dont la coquille sert pour des travaux d'artisanat. À Kiribati, les jeunes pousses de cet arbuste, lorsqu'elles sont droites, font de bonnes cannes à pêche.

*Lumnitzera littorea* – À Kiribati, le bois de cet arbre de mangrove indigène sert à fabriquer des cannes à pêche et des pièges, car il ne se détériore pas dans l'eau de mer.

*Morinda citrifolia* – Cet arbuste ou arbrisseau fort utile, qui pousse en hauteur, est également connu sous le nom de "noni". À Kiribati, son bois sert parfois à la fabrication de cannes à pêche.

*Pandanus tectorius* – À Kiribati, les racines de cet arbre indigène, qui abonde dans les régions côtières ou les basses terres, sert à fabriquer des flotteurs pour les filets de pêche.

*Pemphis acidula* – Cet arbuste ou arbrisseau indigène des régions côtières est parfois appelé "ironwood" en anglais en raison de son bois dur, lourd et ligneux qui résiste bien à la pourriture. À Kiribati, celui-ci est utilisé pour fabriquer des cannes à pêche et des pièges pour murènes. Autrefois, il servait également à confectionner des hameçons.

*Phymatosorus scolopendria* – Cette fougère rampante a de robustes rhizomes d'aspect foncé qui produisent des frondes rigides d'un vert brillant. À Yap, on les attache aux balanciers des pirogues en guise de porte-bonheur.

*Pipturus argenteus* – À Nomwin, Namoluk et Puluwat, l'écorce interne de cet arbuste ou arbrisseau indigène sert ou servait autrefois à la confection de lignes de pêche. À Puluwat, on fabrique des leurres à partir de ses feuilles et les fibres durables de l'écorce interne servaient à attacher les hameçons. Aux Îles Marshall, on utilise ces longues fibres pour fabriquer de la ligne de pêche, et on dit que les branches de cet arbre attirent les porcelaines lorsqu'on les place sous une pierre dans l'océan.

*Plumeria rubra* – Ce petit arbre ornemental est connu sous le nom de plumeria (son nom de genre) ou de frangipanier. Dans les atolls d'Ulithi et de Namoluk, son bois sert parfois à fabriquer des lunettes de plongée.

*Premna serratifolia* – Dans l'atoll d'Ulithi, cet arbuste ou petit arbre indigène produit l'un des huit fruits que l'on inclut dans une "offrande de poissons volants". À Kosrae, ses branches servent à fabriquer les cadres de deux types de filets utilisés par les femmes pour la pêche récifale. Par ailleurs, à Kiribati et dans les Îles Marshall, on utilise les branches ou les jeunes pousses de cet arbre pour fabriquer des cannes à pêche étant donné qu'elles sont droites et souples.

*Rhizophora apiculata* – À Yap, les racines échasses de cet arbre de mangrove indigène servent à la fabrication d'engins de pêche.

*Rhizophora mucronata* – À Puluwat, le bois de cet arbre de mangrove, qui abonde dans les zones lagunaires, est utilisé pour fabriquer des harpons et certaines parties des pièges à poissons. À Kiribati, ce bois sert également à la fabrication de pieux pour les pièges à poissons car il résiste bien à l'eau de mer et au taret (*Teredo navalis*).

*Shizostachyum lima* – À Yap, cette espèce indigène de bambou, dont les tiges sont plus minces et plus petites que celles de *Bambusa vulgaris* (espèce étrangère), servent à la fabrication de cannes à pêche.

*Tacca leontopetaloides* – À Kiribati, cette grande herbe sans tige sert à la fabrication de lignes et de filets de pêche.

*Terminalia catappa* – Cet arbre de taille variable qui se répand rapidement, est utilisé à Kiribati pour fabriquer des cannes à pêche.

*Tournefortia argentea* – À Kiribati, ce petit arbre indigène sert à fabriquer des cannes à pêche.

### Poisons fabriqués à partir de matières végétales

*Barringtonia asiatica* – Gros et fibreux, les fruits mono-spermes de cet arbre flottent dans l'eau. Après avoir mûri, ils tombent de l'arbre et peuvent être emportés en mer par les marées, puis dériver avec les courants pour ensuite être rejetés sur les rives d'une le océanienne. Les graines de ces fruits contiennent de la saponine, substance toxique que l'on emploie traditionnellement sur de nombreuses les du Pacifique pour "étourdir" les poissons et les pieuvres. La graine blanche et ferme est râpée ou réduite en pulpe pour provoquer la libération de la toxine, mélangée à de l'eau, puis jetée dans les cuvettes de marée où se trouvent les poissons. Cette technique ne semble pas rendre la chair du poisson impropre à la consommation.

*Derris trifoliata* et *Derris elliptica* – Ces plantes ligneuses et tentaculaires poussent près des zones humides ainsi que dans les régions boisées à l'intérieur des terres. Certaines parties de ces plantes, qui appartiennent à la famille des pois ou des haricots, contiennent de la roténone, substance qui peut entrainer la mort de poissons et de crevettes lorsqu'elle est broyée et répandue dans des ruisseaux ou sur le récif. De nos jours, *D. elliptica*, une espèce introduite, est la principale source de poison sur certaines les, bien qu'il soit illégal de la cultiver ou de s'adonner à l'empoisonnement de poissons sur plusieurs d'entre elles.

### Usages divers

*Bambusa vulgaris* – À Yap, les tiges longues et larges de ce grand bambou servent à fabriquer des radeaux d'usage courant qu'utilisent parfois les pêcheurs qui plongent en apnée.

*Calophyllum inophyllum* – À Ulithi, le fruit de cet arbre est l'un des huit fruits qui étaient inclus dans "l'offrande de poissons volants" présentée aux esprits par des "magiciens publics" au cours d'un long rituel pratiqué annuellement.

*Claoxylon carolinensis* – À Pohnpei, on croit que ce petit arbre indigène a des propriétés magiques. On en coupe ainsi des tiges que l'on fixe sur les filets de pêche pour les rendre plus efficaces.

*Crinum asiaticum* – Certaines parties de ce grand lis peuvent avoir servi sur certaines les, telles que Guam, pour guérir une maladie provoquée par la consommation de poisson vénéneux.

*Cyperus javanicus* – On dit que cette lache vivace est utilisée à Chuuk en tant que "remède pour la pêche".

*Enhalus acorides* – À Chuuk, certaines parties de cette herbe marine seraient utilisées en tant que remède préventif par les femmes allant en mer.

*Hibiscus tiliaceus* – À Uliti, l'écorce de cette plante est traditionnellement utilisée pour traiter la constipation et les écoulements d'oreille, problèmes causés par l'ingestion d'une pieuvre dont la consommation aurait mis un esprit en colère. De plus, à Chuuk, le fruit de cette espèce ligneuse a été utilisé en tant que remède magique contre les esprits marins.

*Morinda citrifolia* – À Kiribati, le fruit de cette plante est utilisé en tant que stimulant au cours de voyages océa-

niques ou de longues expéditions de pêche pouvant durer trois ou quatre jours. Selon la croyance, il soulage la fatigue et aide le corps à se réchauffer.

### Bibliographie

- Catala, Rene L.A. 1957. Report on the Gilbert Islands: Some aspects of human ecology. Atoll Research Bulletin No. 59, Washington, D. C.
- Falanruw, M.C. 1992. Seagrass nets. Atoll Research Bulletin 364.
- Green, R.C. 1991. Near and remote Oceania: Disestablishing "Melanesia." In: A. Pawley (ed). Essays in Pacific anthropology and ethnobiology in honour of Ralph Bulmer. The Polynesian Society, Auckland. 491-502
- Kirch, P.V. 1997. The Lapita peoples: Ancestors of the Oceanic world. Oxford: Blackwell.
- Kramer, A. 1904. Die Ornamentik der Kleidmatten und der Tatauierung auf den Marschall-Inseln. Archiv für Anthropologie N.F. II.
- Kramer, A..1905. Der Haus- und Bootsbau auf den Marshallinseln. Archiv für Anthropologie N.F. III
- Kramer, A. and H. Nevermann. 1938. Ralik-Ratak (Marshall Inseln). In: G.Thilenius (ed), Ergebnisse der Südsee-Expedition 1908-1910. II.Ethnographie, B: Mikronesien. Vol. 11: Hamburg: Friedrichsen & de Gruyter.
- Kubary, J.S. 1887. Das Tätowieren in Mikronesien, speziell auf den Karolinen. In: W.Joest, Tätowieren, Narbenzeichnen und Körperbemalen. Ein Beitrag zur vergleichenden Ethnologie. Berlin: A.Asher and Co. Pp. 74-98.
- Lessa, W. 1977. Traditional uses of the vascular plants of Ulithi Atoll, with comparative notes. Micronesia 13(2):129-190.
- Luomala, K. 1953. Ethnobotany of Gilbert Island. Bernice P. Bishop Museum Bulletin No. 213. Honolulu, Hawaii.
- Manner, H.I. 1989. An annotated list of the vascular plants of Puluwat Atoll. Micronesica 22(1):23-63.
- Marshall, M. 1975. The natural history of Namoluk Atoll, eastern Caroline Islands. Atoll Research Bulletin No. 189.
- Merlin, M., A. Capelle, T. Keene, J. Juvik, and J. Maragos. 1997 (2nd ed.) Keinikkan Im Melan Aelon Kein: Plants and environments of the Marshall Islands. Program on Environment, East-West Center, Honolulu, Hawaii, 110 p.
- Merlin, M., A. Kugfas, T. Keene and J. Juvik. 1996. Gidii Nge Nu Wa'ab: Plants, people and ecology in Yap State. Program on Environment, East-West Center, Honolulu, Hawaii, 121 p.
- Merlin, M. and J. Juvik. 1996. Irá me Neeniier nón Chuuk: Plants and their environments in Chuuk. Program on Environment, East-West Center, Honolulu, Hawaii, 121 p.

- Merlin, M., R. Taulung and J. Juvik. 1993. *Sahk Kap Ac Kain In Acn Kosrae: Plants and environments of Kosrae*. Program on Environment, East-West Center, Honolulu., Hawaii, 113 p.
- Merlin, M., D. Jano, W. Raynor, T. Keene, J. Juvik and B. Sebastian. 1992. *Tuhke en Pohnpei: Plants of Pohnpei*. Environment and Policy Institute, East-West Center, Honolulu, Hawaii, 94 p.
- Merlin, M. and T. Keene. 1990. *Dellomel er a Belau: Plants of Belau*. Environment and Policy Institute, East-West Center, Honolulu, Hawaii, 50 p.
- Moul, E.T. 1957. Preliminary report on the flora of Onotoa Atoll, Gilbert Islands. *Atoll Research Bulletin* No. 57.
- Roberts, N. 1998. *The Holocene: An environmental history*. Oxford: Blackwell, 2nd ed.
- Thaman, R.R. 1987. *Plants of Kiribati: A listing and analysis of vernacular names*. *Atoll Research Bulletin* No. 296.
- Thaman, R.R. 1990. *Kiribati agroforestry: Trees, people, and the atoll environment*. *Atoll Research Bulletin* No. 333.

## Maka feke – la pêche du poulpe à la tongane

Mecki Kronen, chargée de recherche halieutique (pêche en milieu communautaire), Observatoire des pêches récifales de la CPS

Les techniques de pêche traditionnelles utilisées aux Tonga s'appuient en partie sur des mythes, des légendes et des croyances. Selon Bataille-Benguigui (1988), elles ont même une dimension religieuse et sont parfois associées à des rites et des tabous.

L'urbanisation et l'occidentalisation grandissantes de la société et du mode de vie tongans ont entrainé un relâchement des traditions et la disparition des anciennes techniques et coutumes liées à la pêche, au profit de méthodes plus modernes. Cela étant, certains aspects des pratiques et des méthodes traditionnelles de pêche subsistent.

Les Tongans pêchent le poulpe pour le consommer, en faire des appâts, le vendre sur les marchés locaux ou l'offrir. Femmes, hommes et enfants capturent les poulpes, appelés feke, à l'aide de diverses techniques. Parmi les plus couramment utilisées, on peut citer le *a'a feke*, qui consiste à attraper les poulpes sur le récif à l'aide de tiges de fer et que pratiquent les hommes et les femmes de tous âges, la pêche à la sagaie en apnée (à laquelle se livrent principalement les hommes) et le *maka feke*. La pêche au *maka feke* est pratiquée sur le récif par les hommes et les femmes, toutes tranches d'âge confondues, ou par les hommes à bord d'embarcations, motorisées ou pas.

Cet article décrit la méthode traditionnelle du *maka feke*, "la pierre qui sert à capturer les poulpes". Les sources disponibles indiquent que la légende du *maka feke*, et la méthode du même nom, sont très répandues en Polynésie (voir : [www.webcentral.co.ck/ilegends.htm](http://www.webcentral.co.ck/ilegends.htm); Bataille-Benguigui, 1988; [www.ocean-park.go.jp/kaiyo\\_e/d/d401000.html](http://www.ocean-park.go.jp/kaiyo_e/d/d401000.html)).

La légende du *maka feke* raconte l'histoire d'un rat pris au piège sur une pirogue malmenée par la tempête et qui finit par se briser. Le rat, tremblant de peur, cherche de l'aide, ou quelque chose à quoi se raccrocher. Il remarque alors un poulpe nageant dans l'eau près de lui et lui demande de le ramener à terre. En échange, il lui promet une généreuse récompense.

Le poulpe accepte. Il laisse le rat s'asseoir sur sa tête et se dirige prudemment vers le rivage. Dès qu'ils atteignent la plage, le rat saute de la tête du poulpe et court se réfugier sur la terre ferme. Lorsque le poulpe réclame sa récompense, le rat lui répond malicieusement : « tu n'as qu'à te toucher la tête ». Dans une autre version, le rat se moque de la naïveté du poulpe.

Quelle que soit la "véritable" fin de cette fable, on dit que, depuis lors, le poulpe, s'estimant trahi, cherche à se

Leurre *maka feke*



Leurre *maka feke* : les "pattes" et la "queue" du rat sont attachées à une pierre de forme conique recouverte d'une porcelaine.



Deux leurre *maka feke* prêts à l'emploi



venger du rat pour le punir de son attitude insultante. C'est pourquoi le leurre tongan appelé *maka feke* a la forme d'un rat.

La fabrication d'un *maka feke* demande beaucoup d'adresse. Il faut tout d'abord sélectionner avec minutie la pierre de forme conique qui constitue la composante principale du leurre et doit être suffisamment lourde pour que le leurre ne flotte pas. On recouvre ensuite la moitié de la pierre d'une porcelaine censée imiter le pelage du rat. Les "pattes" du rat sont faites de feuilles de palmier, dont on se sert aussi pour confectionner la longue « queue » du *maka feke*. On utilise des morceaux de racine de palmier pour lier les divers éléments du leurre. Ensuite, on fixe le leurre au bout d'une ligne que l'on plonge dans l'eau. Lors d'une sortie de pêche, des pêcheurs du village de Manuka, situé sur l'île de Tongatapu, ont immergé le leurre au-dessus d'un récif peu profond en secouant la ligne de haut en bas à un rythme régulier, à environ un mètre au-dessus du fond. Au bout d'une heure, un poulpe de taille moyenne s'est précipité sur le leurre et l'a attrapé. Le pêcheur a aussitôt sorti la ligne d'un geste rapide et saisi le poulpe de sa main libre.



Le pêcheur immerge le leurre dans les eaux peu profondes du récif et secoue la ligne de haut en bas d'un rythme régulier pour attirer le poulpe.



Un poulpe se précipite sur le leurre et l'attrape.

Le poulpe est tué et découpé en petits morceaux, utilisés comme appâts pour la pêche à la palangrotte.



Après avoir tué et découpé le poulpe en petits morceaux utilisés comme appât pour la pêche à la palangrotte, les hommes ont mis le cap sur un site de pêche qu'ils connaissaient et ont mis à l'eau cinq palangrottes garnies d'un seul hameçon sur lequel était fixé un morceau de poulpe. En deux heures et demie, ils ont ramené 20,4 kilos de poissons de récif grâce au poulpe de taille moyenne (1,2 kg) capturé à l'aide du *maka feke*.

### Bibliographie

Bataille-Benguigui. 1988. The fish of Tonga: Prey or social partners? *Journal of the Polynesian Society* 2:185-198.

[www.ocean-park.go.jp/kaiyo\\_e/d/d401000.html](http://www.ocean-park.go.jp/kaiyo_e/d/d401000.html), 20.08.2002: Oceanic Culture Museum Data File, Polynesia (9, Dependence on the Ocean for Livelihood). 3 p.

[www.webcentral.co.ck/ilegends.htm](http://www.webcentral.co.ck/ilegends.htm), 20.08.2002: Legends Cook Islands, Webcentral Cook Islands 1998-9. 2 p.

## Le *tongkah* – un engin unique pour la capture de pieuvres

P. Balan, *Penang Inshore Fishermen Welfare Association*

Changkat est un petit village dans le district de Seberang Perai Selatan (Malaisie), où des Malais, des Chinois et des Indiens vivent chacun dans leur propre communauté mais côte à côte. Le village n'est pas très isolé mais aucune liaison n'est prévue par des moyens de transport public.

La jetée de Changkat est située à une bonne distance du village et il faut compter 10 minutes en moto pour s'y rendre. La jetée de la rivière Tengah, cours d'eau qui délimite l'île de Batu Kawan, abrite près de vingt bateaux. Tout comme à Changkat et contrairement à la plupart des petites jetées de Penang, on y trouve des pêcheurs de diverses origines ethniques (Malais, Chinois et Indiens).

La jetée près de la rivière s'étend vers la mer sur près de

400 mètres et est bordée d'une magnifique forêt de mangrove. Les pêcheurs locaux préfèrent pêcher la nuit plutôt que le jour, comme on le fait en d'autres endroits. C'est ici que l'on s'adonne à la pêche au *tongkah* pour capturer de petites pieuvres. Il s'agit d'une technique propre à l'État de Penang et à l'ensemble de la Malaisie.

Le *tongkah* mesure 2,3 mètres de longueur et 38 cm de largeur, et ressemble quelque peu à une planche de surf. Il est muni d'un appuie-bras et le pêcheur le dirige au moyen d'une corde tendue à partir de l'avant. Le pêcheur met ses prises dans un sac fixé à l'appuie-bras.

Étant donné que la pêche à la pieuvre est pratiquée la nuit,



les pêcheurs s'éclairent au carbure, une substance bon marché dont la combustion émet une lumière très vive.

Le *tongkah* est très facile à utiliser une fois qu'on en a l'habitude. Puisqu'il permet la capture de petites pieuvres piégées sur les vasières la nuit, les pêcheurs doivent savoir exactement quand a lieu la marée basse et où il est possible de trouver des pieuvres. Juste avant le début de la marée basse, les pêcheurs se rendent sur le lieu de la pêche et enfoncent dans la vasière un poteau auquel ils peuvent amarrer leur bateau. Tandis que la marée se retire, les pêcheurs préparent leur *tongkah*.

Tout d'abord, le pêcheur installe l'appuie-bras et tend la corde. Il verse le carbure dans un contenant au moyen d'un entonnoir. Lorsqu'il y ajoute de l'eau, du gaz est émis par le bout de l'entonnoir. Il suffit alors d'une allumette pour allumer le flambeau. Le pêcheur attache ensuite un sac à l'appuie-bras et descend le *tongkah* sur la vasière.

Le pêcheur tient le flambeau au carbure de la main gauche tout en utilisant l'appuie-bras et capture les pieuvres de la main droite. Il met l'une de ses jambes sur

le *tongkah* et se sert de l'autre pour faire avancer celui-ci sur la vasière.

La pêche commence immédiatement et ne prend fin que lorsque la marée remonte près de deux heures plus tard. Avec un peu de chance, il est possible de capturer jusqu'à 15 kg de pieuvre.

Lorsque la pêche est abondante, on peut voir de nombreux pêcheurs glisser sur leur *tongkah*, armés d'un puissant faisceau lumineux, à la recherche du timide animal. Les pêcheurs doivent faire vite, car lorsqu'une pieuvre se sent menacée, elle disparaît rapidement dans la vase.

Comme l'a expliqué un pêcheur, "le *tongkah* est employé ici depuis aussi longtemps que je me souviens". C'est à juste titre qu'il est fier de cette tradition dont lui et ses collègues pêcheurs ont tant profité.

## L'art du vono à Lakemba

Mecki Kronen, chargée de recherche halieutique (pêche en milieu communautaire) à la CPS



méthode est uniquement utilisée par les femmes des villages de Nasaqalau et de Waitabu.

Le *vono* comporte trois étapes, exige la participation d'au moins quatre femmes et combine au moins quatre techniques de pêche différentes. Globalement, elle consiste à aménager des cachettes dans lesquelles les poissons peuvent être piégés et facilement récoltés.

Bien que cette technique soit considérée comme un moyen facile de capturer des poissons, elle exige beaucoup d'effort et de patience. En voici la description. Première étape : à marée basse, un groupe de femmes se rend au récif externe qui borde le lagon. Elles se noircissent le visage de charbon pour se protéger du soleil et apportent avec elles quelques branches feuillues fraîchement coupées. Elles savent où se trouvent de bons endroits le long du récif externe qui ont fréquemment été utilisés par le passé. Il s'agit de trous naturels dans le dur platier de corail que l'on peut facilement élargir et rendre plus profonds. Après avoir choisi un endroit, les femmes

À Lakemba, une petite île méridionale des Îles Fidji (Groupe Lau), des femmes emploient encore régulièrement une ancienne méthode de pêche traditionnelle appelée *vono*. Compte tenu des caractéristiques particulières de l'habitat des poissons à Lakemba et des stratégies de pêche qui lui sont propres, cette

y retirent de gros morceaux de corail et des poignées de débris jusqu'à ce que les parois du bassin soient lisses. (Ce dernier peut mesurer de 1 à 1,5 m\_ et avoir une profondeur de 0,80 à 1,0 mètre) Le bassin est ensuite soigneusement recouvert de grands morceaux plats de corail. Pour marquer l'emplacement, on utilise quelques branches feuillues, que l'on insère dans des trous dans le corail. Il sera ainsi facile de le repérer à distance. De gros blocs de corail dur sont recueillis et disposés radialement en direction de la plage des deux côtés du *vono*, sur une distance de cent mètres. Ces blocs serviront plus tard à tenir des filets.

Une fois la première étape terminée, les femmes peuvent "écumer" le récif (ou s'adonner au *qoli*), une forme de pêche au filet en eau peu profonde pratiquée à marée basse, de manière à profiter le plus possible de leur longue marche vers le récif externe.



Deuxième étape : Au cours de la prochaine marée haute – si le temps le permet – les femmes retournent au site. Elles y installent des filets à petites mailles, qui mesurent environ 100 mètres de longueur et de 1,5 à 2 mètres de largeur. Les filets entourent le *vono* et sont mis en place de chaque côté de celui-ci, le long des lignes formées par les blocs de corail disposés lors de la précédente marée basse. Une femme déploie le filet. Une autre y fait passer une corde d'égale longueur sur laquelle pendent des feuilles de palmier à intervalles de 50 cm. Cela se fait principalement sous l'eau et la femme responsable porte des lunettes de plongée. Elle met également le filet en place à l'aide de blocs de corail. Une fois les filets déployés, les femmes peuvent se séparer. Au moins deux d'entre elles doivent rester sur place pour s'occuper des filets alors que le reste du groupe peut rentrer au village.



Le *duva* est mis sous des pierres pour étourdir les poissons.



Le *duva* est moulu, puis dilué.



Les prises sont triées et nettoyées.

main, poignardent les plus gros et les plus coriaces ou les pourchassent jusque dans le filet où ils sont facilement tués et recueillis. Des adolescents, armés de lances de fabrication artisanale, harponnent adroitement les poissons ayant réussi à échapper aux mailles du filet.

Selon la zone encerclée et la quantité de poissons pris au piège, la dernière étape peut durer d'une heure à une heure et demie. Les poissons sont recueillis dans des paniers tissés à la main à partir de feuilles de cocotier, que l'on protège des oiseaux de mer affamés qui survolent le site.

Avant de récupérer les filets, les femmes peuvent s'installer quelque part sur le récif pour trier leurs prises afin

de décider ce qu'elles souhaitent apporter chez elles et manger sur place. Des pêcheurs du village passant dans le coin peuvent obtenir de petits poissons qui serviront d'appât pour la pêche à la palangrotte. Les femmes nettoient tous les poissons et en consomment le foie; les petits poissons sont mangés crus. Habituellement, pour agrémenter ce repas de poisson frais pris au grand air, les femmes apportent des plantes-racines cuites à l'avance, des piments et du citron. Une fois tout le monde rassasié, les femmes ramassent l'équipement et rentrent au village où les prises sont partagées également. En route, de petits crustacés peuvent être recueillis pour compléter le prochain repas familial.

## La vie d'une femme pêcheur professionnel

Lyn Lambeth, anciennement chargée de la pêche en milieu communautaire à la CPS

Après cinq années passées à travailler dans le domaine de la gestion des pêches en milieu communautaire dans le Pacifique, j'ai décidé de reprendre pour une année mon ancien métier, la pêche du thazard du lagon, *Scomberomorus commerson*, dans le nord-ouest de l'Australie. En février 2002, je me suis embarquée à Darwin à bord du *Rachel*, sur lequel j'avais déjà travaillé. Les deux mois qui ont suivi ont été consacrés à la préparation du bateau et à l'entretien des équipements en prévision de la campagne de pêche qui devait commencer en avril. Je me suis embarquée pour la première fois à bord du *Rachel* il y a vingt ans; à cette époque, il pêchait le requin dans les eaux du Territoire du Nord. J'ai conservé des liens d'amitié avec les armateurs-exploitants du bateau, Pam Canney et Ian Lew, après avoir quitté le secteur de la pêche commerciale, il y a huit ans. Cette année passée à bord du *Rachel* devait être l'occasion de prendre

des vacances actives, de retrouver de vieux amis, d'oublier ordinateurs et dates butoirs, de redécouvrir les splendeurs de la côte de Kimberly et de faire travailler les muscles de mes bras en hissant à bord ces gros poissons bien décidés à ne pas se faire prendre.

Pam et Ian font relativement exception dans la profession dans la mesure où ils recrutent souvent une ou deux femmes dans leurs équipages de trois ou quatre marins-pêcheurs. Ils vivent et travaillent à bord du *Rachel* et ont constaté que les équipages mixtes sont plus propices à une ambiance de travail et de vie plus harmonieuse. Le travail peut être très physique, mais après tout, nous avons tous nos points forts et nos faiblesses. L'essentiel est d'être capable de travailler efficacement au sein d'un petit groupe en dépit de l'isolement. Cette année, nous sommes cinq à bord : Pam et Ian, Tony et Ed, deux autres

marins-pêcheurs, et moi-même. Tony et moi sommes des vétérans puisque nous avons déjà cinq ou six campagnes de pêche du thazard du lagon à notre actif, alors que Ed vient tout juste de sortir de l'école des métiers de la mer et s'embarque pour la première fois. Tous les membres d'équipage sont censés participer aux diverses tâches à effectuer à bord, qu'il s'agisse de nettoyer le bateau ou de faire la cuisine, d'occuper le poste de quart, de hisser le poisson à bord, de découper et de conditionner les filets de poisson ou d'entretenir les engins de pêche.

Les thazards du lagon sont capturés à l'aide de leurres ou d'appâts tranés à l'arrière du bateau à une vitesse d'environ 4 nœuds. Les poissons, qui peuvent atteindre plus de 30 kilos la pièce, sont remontés à la main. Le *Rachel* transporte à son bord trois doris (bateaux de 5 à 6 mètres de long en fibre de verre équipés de moteurs diesel à bord) qui, une fois mis à l'eau, opèrent indépendamment les uns des autres. Chaque doris trane deux ou trois lignes, tandis que le *Rachel* en trane huit. Les doris sont spécifiquement conçus pour ce type de pêche. Le « poste de pilotage » dans lequel prend place le membre d'équipage chargé de manœuvrer le doris est séparé de l'endroit où le poisson est remonté, puis tué. La plupart des doris sont munis d'une barre de gouvernail actionnée par le pied, ce qui permet d'avoir les mains libres pour remonter les poissons. Les thazards ont des dents aussi aiguës que des lames de rasoir, et il est donc préférable de rester aussi loin que possible de leur gueule. Un poisson même mort peut provoquer de vilaines blessures en cas de contact accidentel. Les thazards du lagon sont réputés parmi les adeptes de la pêche sportive pour leur taille et leur ténacité, et il faut souvent batailler ferme pour hisser les plus grosses prises hors de l'eau. Nous subissons fréquemment les attaques des requins qui tentent d'attraper les poissons alors que nous les remontons à bord. Il nous arrive de nous retrouver avec un demi-poisson, une tête, voire un gros requin à l'autre bout de la ligne. Dans ce cas, la seule solution est d'essayer de hisser le requin à bord ou de couper la ligne. Cela étant, les requins parviennent le plus souvent à se dégager de l'hameçon et à prendre la fuite.

Tous les doris du *Rachel* ont des noms et des personnalités qui leur sont propres et les trois pilotes (Ian, Tony et moi-même) sont toujours prompts à défendre leurs bateaux respectifs. Nous travaillons toujours à bord du même doris et nous risquons rarement à prendre la mer avec un autre. Lorsque les trois doris sont à l'eau, Pam pêche à la trane à bord du *Rachel*, aidé de Ed qui remonte les poissons à l'arrière du bateau. Durant les trajets d'un lieu de pêche à l'autre, les doris sont hissés à bord à l'aide d'un treuil hydraulique, puis attachés avec des chanes, un de chaque côté du *Rachel*, le troisième à la poupe. Lorsque la mer est agitée, la manœuvre est parfois très délicate car il nous faut maîtriser les mouvements des doris, qui peuvent peser jusqu'à une tonne, en évitant qu'ils ne heurtent le flanc ou la poupe du bateau.

À cette époque de l'année, une journée de travail type commence à 4 heures du matin. Nous sommes tous levés et à pied d'œuvre avant le lever du jour. Les trois doris sont mis à l'eau et Ian, Tony et moi nous mettons au travail dès les premières lueurs du jour à bord de nos embarcations respectives. Les opérations de pêche à la trane commencent à la même heure à bord du *Rachel* et nous essayons tous de ne pas nous gêner dans la semi-obscuri-

té. À partir de là, tout dépend du poisson. Parfois, toutes les lignes se mettent immédiatement à s'agiter et nous sommes tous très vite débordés. Dans d'autres cas, la journée démarre en douceur et nous pouvons prendre le temps de savourer une tasse de thé chaud et de contempler le lever de soleil, tout en gardant un œil sur nos lignes. En règle générale, les doris restent à l'eau pendant deux heures environ avant de ramener leurs prises à bord du *Rachel*. Les bons jours, chaque doris ramène entre 20 et 30 poissons, voire le double quand la pêche est particulièrement abondante. Cela dit, il nous arrive assez souvent de rentrer avec moins de 10 poissons chacun. Lorsque les poissons mordent, le *Rachel* peut capturer à lui seul entre 80 et 90 individus, si bien que nous pouvons nous retrouver avec environ 300 poissons à préparer lorsque la pêche du matin ou du soir a été exceptionnellement productive. Une fois les prises débarquées et les doris remontés à bord du *Rachel*, nous prenons sur le pouce notre petit déjeuner et nous attelons sans tarder à la préparation et au conditionnement des filets de poisson. Ces derniers sont ensuite découpés en quatre, emballés dans des cartons de 10 kilos et entreposés au congélateur. Les cartons préparés la veille sont d'abord retirés des étagères situées à la hauteur des ventilateurs, puis placés en soute, afin que les cartons du jour puissent prendre place dans le congélateur. Le congélateur du *Rachel* peut accueillir un millier de cartons environ, ce qui représente 10 tonnes de filets de poisson.

Il nous arrive de préparer et de conditionner les filets pendants que le bateau fait route vers un autre lieu de pêche. Une fois arrivés, nous remettons les doris à l'eau et recommençons la même procédure. Toutefois, en règle générale, la première et la dernière pêche de la journée sont les plus productives, ce qui nous permet de d'avoir un peu de temps libre en milieu de journée. Nous en profitons pour réparer le matériel, préparer les appâts et les cartons dans lesquels seront conditionnés les filets, nous restaurer, lire et dormir. Si nous sommes très pris pendant la dernière sortie de pêche (entre 15h30 et environ 18h30), nous n'avons d'autre choix que de préparer et d'emballer les filets jusque tard dans la nuit. Parfois, nous effectuons de nuit le trajet d'un site de pêche à l'autre, et nous nous relayons toutes les deux ou trois heures au poste de quart, mais le plus souvent nous travaillons pendant la journée et dormons la nuit. Les conditions de travail sont donc relativement correctes : je me suis déjà embarquée à bord de chalutiers ciblant la crevette ou de navires pêchant la perche barramundi au filet maillant, qui opèrent principalement de nuit, ce qui oblige l'équipage à dormir par tranche de trois heures.

Nous menons une véritable existence de nomade : les lieux de pêche qu'exploite le *Rachel* s'étendent depuis le nord-ouest de l'Australie jusqu'à Port Hedland, sur une distance d'environ 1000 miles nautiques. Pendant la campagne de pêche, qui dure environ sept mois, nous nous déplaçons sans cesse d'un lieu de pêche à l'autre. Nous passons entre une et trois semaines en mer avant de faire escale pour une journée à Port Hedland, Broome ou Darwin, pour nous réapprovisionner et parfois débarquer nos prises. Le débarquement s'effectue pour l'essentiel à la main; une chane de huit personnes suffit généralement à débarquer et à charger sur un camion, en deux heures de dur labeur, les 10 tonnes de poisson stockées dans le congélateur de bord. Toutefois, la forte amplitude des marées observée dans le nord-ouest de l'Australie

nous oblige parfois à utiliser des grues et des treuils pour amener les cartons jusqu'au quai lorsque le débarquement s'opère à marée basse. À Broome, par exemple, l'amplitude des marées peut atteindre dix mètres.

De juin à septembre, nos déplacements nous amènent à croiser la route des baleines à bosse qui viennent de l'Antarctique pour mettre bas dans les eaux tropicales où elles semblent passer le plus clair de leur temps à "jouer." Au plus fort de la saison, il nous arrive d'apercevoir plusieurs baleines par jour, qui se livrent souvent à de spectaculaires sauts. Nos rencontres avec les dauphins, les tortues, les poissons voliers, les raies manta, les poissons volants et les serpents de mer ainsi que les innombrables couchers et levers de soleil qui accompagnent nos déplacements sont autant de moments forts. Il y a quelques mois, j'ai eu la surprise d'attraper avec un leurre un marlin de deux mètres (fait rarissime dans la pêche du thazard). J'ai d'abord pensé qu'il s'agissait d'un énorme thazard et me suis donc mise à tirer de toutes mes forces sur la ligne. Toutefois, une fois la montée d'adrénaline passée, j'ai brusquement réalisé que nous n'avions que faire d'un marlin et j'ai tout fait pour le remettre à l'eau sans le blesser. Un des autres doris est venu à mon aide; nous avons passé un lasso autour de la queue du marlin, l'avons hissé par-dessus bord, puis relâché.

Nous entrons à présent dans une des périodes les plus agréables de la campagne : la pêche est moins intense, nous avons capturé l'essentiel des prises de l'année, et allons pouvoir consacrer un peu plus de temps à l'exploration des myriades d'îles, de rivières et d'lots de la côte de Kimberly. Découvrir ainsi certaines des régions les plus inaccessibles de l'Australie est sans doute ce qu'il y a de meilleur dans notre métier. De plus, la saison sèche va bientôt s'achever et la saison des pluies qui s'annonce nous promet des masses nuageuses, des tempêtes et des mers tropicales spectaculaires. J'espère malgré tout qu'elle ne nous apportera pas de cyclone. Durant les deux derniers mois de la campagne, je compte bien me prélasser sur la plage, partir en exploration et nager, entre deux sorties de pêche.

J'aime être en mer et je ne me suis pas encore lassée de l'exaltation que procure la pêche du thazard du lagon, malgré les conditions difficiles, les longues journées de travail et, parfois, le manque de sommeil. L'année prochaine, je retournerai peut-être travailler de l'autre côté de la filière, dans le secteur de la gestion des pêches. Je sais malgré tout que je pourrai à tout moment repartir à la pêche du thazard du lagon, dès que l'appel du large se fera entendre.



Pêche au vono dans l'archipel des Lau (Îles Fidji) - Mecki Kronen

Le SIRMIP est un projet entrepris conjointement par 5 organisations internationales qui s'occupent de la mise en valeur des ressources halieutiques et marines en Océanie. Sa mise en oeuvre est assurée par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Agence des pêches du Forum du Pacifique Sud (FFA), l'Université du Pacifique Sud, la Commission océanienne de recherches géoscientifiques appliquées (SOPAC) et le Programme régional océanien de l'environnement (PROE). Ce bulletin est produit par la CPS dans le cadre de ses engagements envers le SIRMIP. Ce projet vise à mettre l'informa-



Système d'Information sur les Ressources  
Marines des Îles du Pacifique

tion sur les ressources marines à la portée des utilisateurs de la région, afin d'aider à rationaliser la mise en valeur et la gestion. Parmi les activités entreprises dans le cadre du SIRMIP, citons la collecte, le catalogage et l'archivage des documents techniques, spécialement des documents à usage interne non publiés ; l'évaluation, la remise en forme et la diffusion d'information, la réalisation de recherches documentaires, un service de questions-réponses et de soutien bibliographique, et l'aide à l'élaboration de fonds documentaires et de bases de données sur les ressources marines nationales.